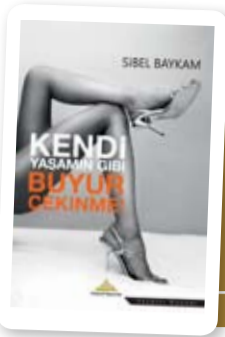


Hüseyin Latif'in çeşitli dönemlerde yazıp kütüphanesinin raflarında unuttuğu not defterlerinden derlediği, gerçek yaşamıyla düşsel dünyasını birleştiren ve iç içe geçmiş hikâyelerden oluşan bu kitabını okurken kimi zaman eski Galata Köprüsü'nün altındaki Erzurum Çayevi'nde demli çayınızı yudumlayacak, kimi zamansa İstanbul Boğazı'nın derin sularında Bizans kalıntılarını arıyor olacaksınız. *Yazarın Defteri* nostaljik, şiirsel ve çoğu zaman da eleştirel üslubun dengelendiği, birbirine bağlanan çeşitli anlatıları içeren bir eser.

BizimAvrupa Yayınları

bizimavrupa@gmail.com



Premier roman de Sibel Baykam, A lire dans l'édito de Hüseyin Latif, p. 5

L'évasion fiscale et les paradis fiscaux



> P. 7

Maylis de Kerangal remporte le Prix Littéraire NDS 2016 pour son roman Réparer les vivants traduit en turc par Duygu Dalgakıran.

> P. 8



Aujourd'hui



la Turquie



numéro 135

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

Asut Fiberglass, fête ses 50 ans

> P. 9

ASUT FIBERGLASS
Glassfiber Reinforced Plastic

12 TL - 6,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 135, Juin 2016

Nuit debout résiste à l'hypocrisie médiatique

Le mouvement social Nuit Debout, qui s'est formé autour des grèves contre la loi Travail dite aussi loi El Khomri, vit une expérience démocratique hors du commun. Il est sujet à de nombreuses lectures et interprétations par les médias et par les politiques.

L'événement est tellement inhabituel qu'il donne du fil à retordre pour la plupart des médias français. Les dépêches factuelles semblent bien creuses pour traiter le sujet. Alors oui, 27 manifestants ont été interpellés le 16 avril, mais en quoi cela reflète-t-il la réalité d'un mouvement d'ampleur, qui s'étend au delà de la place de la République parisienne ? Quant aux grands journaux, ils ne délivrent qu'une information partielle et fortement orientée en la défaveur du mouvement en véhiculant une image instable et violente. Parce qu'il souhaite s'affranchir de toute forme de hiérarchie, il écope d'une image négative de désorganisation, coincée par les questionnements médiatisés autour de son avenir. « Et maintenant ? » s'interroge-t-on, comme s'il s'agissait d'un impératif, d'un feuilleton dont on exigerait une suite et une fin.



Faut-il que le mouvement devienne un parti, comme Podemos en Espagne ? La tentative de récupération politique est bel et bien réelle, en témoigne le clip d'Emmanuel Macron pour son nouveau mouvement « En marche ! ».

S'il ne s'inspire pas directement de Nuit Debout, ce clip surfe sur la vague d'un « renouveau », « ni à droite, ni à gauche ». Une communication très bien ficelée, à l'image de la politique actuelle, qui n'a désormais plus vocation à résoudre les problèmes mais la perception de ces problèmes.

(lire la suite page 4)



Henri Van Tieghem : « Istanbul est plus qu'un simple pont, c'est un carrefour où se rencontrent les civilisations »

C'est dans le somptueux Palais de Belgique récemment restauré que nous accueille, tout sourire, Henri Van Tieghem, le Consul général de Belgique à Istanbul. En homme de culture qui s'envole pour l'Ouest américain, il remet en place son pin's aux couleurs belges et pose pour quelques photos. L'interview peut commencer.

Quels sont les liens que vous avez développés avec la Turquie et Istanbul ?

Plus jeune, j'ai développé une sensibilité pour la Turquie et l'Asie mineure, par les discours que j'ai entendus sur le modèle idéologique d'Atatürk. Cette région, ne fait pas partie du Moyen-Orient. J'ai occupé plusieurs postes dans des pays arabes et les relations diplomatiques s'y construisaient davantage sur le lien affectif et personnel, alors que les relations en Turquie sont plus objectives et raisonnables.

J'ai ressenti une très grande joie quand j'ai su que j'allais être Consul ici, car Istanbul est un endroit unique au monde pour sa qualité culturelle, historique et géopolitique. Istanbul est plus qu'une articulation entre deux rives ou qu'un simple pont. C'est un carrefour où se rencontrent les civilisations, venant de l'Europe, des Balkans, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient, de la Méditerranée et de la Chine.

Historiquement, la Turquie est le point de passage obligé de la Route de la Soie, où des échanges économiques très importants transitaient par l'Asie mineure.

Encore aujourd'hui, elle occupe un rôle essentiel pour les économies de l'Eurasie et de l'Afrique. Même d'un point de vue géostratégique, sa place est intéressante. La Mer Noire, au nord, constitue un point de contact direct avec la Russie et la Mer Méditerranée, une zone de transit entre l'Afrique et l'Europe. Par ailleurs, venant d'un pays plat, j'ai été très surpris par la configuration topographique d'Istanbul, où il n'y a pas une seule ligne droite entre deux points. Il faut se repérer et s'habituer à contourner des vallées. La circulation n'est pas facile et l'imprévu est difficile à gérer, mais c'est inhérent à une ville qui est sur deux continents.

Quel rôle stratégique joue la Turquie sur la scène internationale ?

Comme vous le savez, la Turquie fait partie de l'OTAN, qui reste pour nous une alliance essentielle pour la sécurité de l'Europe et de la Méditerranée. La Turquie est un pays clé pour la stabilité de la région allant de la Mer Noire jusqu'au Moyen-Orient, et sans doute au-delà de l'Asie centrale.

(lire la suite page 3)



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Turquie-UE

Voilà plus de onze ans que j'écris régulièrement au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne et de l'évolution de leurs relations. Où en sont-elles de nos jours ? Voici certains des titres et des opinions exprimés à ce sujet dans les grands quotidiens turcs Hürriyet et Cumhuriyet.

(lire la suite page 2)



Beşiktaş :
champion
de Turquie

Retour sur...

Les liens Turquie-UE, l'édito de Mireille Sadège, P. 2

La directive sur le secret des affaires, bâillonnement de la démocratie européenne ? Manon Gilbert, P. 2

La Turquie à la recherche de nouveaux partenaires, Kiyem Altan, P. 6

Roland-Garros 2016



Une attitude à deux balles, P. 10

Toz Bezi: « On est disparu, on est disparu ... » Critique de film par Öykü Sofuoğlu, P. 5



La directive sur le secret des affaires, bâillonnement de la démocratie européenne ?

Le 14 avril 2016, la « Directive sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites », dite aussi directive sur le secret des affaires, a été votée au Parlement européen. Après l'onde de choc internationale des révélations « Panama Papers », cette directive résonne comme une grave faute politique. Indissociable du traité de libre-échange transatlantique (TAFTA ou TTIP), elle se présente comme l'un des tenants d'une meilleure organisation économique face à la mondialisation. Cette directive européenne masque surtout un raisonnement pernicieux susceptible d'ébranler les droits fondamentaux de la libre-expression et de l'information.

503 pour, 131 contre, 18 abstentions. Laquelle des deux faces de la directive a séduit le Parlement européen et amené à voter en sa faveur ? Les promoteurs de ce texte mettent en avant la défense des PME et le présentent comme un moyen de protéger les entreprises contre l'espionnage économique et industriel, telles que les formules de parfum ou les recettes de l'artisan-boulangier. Ces arguments apparaissent en contradiction avec l'arsenal juridique déployé par le droit à la protection intellectuelle en France et en Europe. Qui plus est, la protection du secret des affaires est remise en cause par certains économistes, pointant un rôle néfaste pour l'innovation. Si elle peut être temporairement nécessaire pour permettre un bon retour sur investissement et défendre un avantage concurrentiel, à long terme, un secret prolongé devient un moyen privilégié pour défendre des positions monopolistiques nuisibles.

Car il s'agit bien de défendre les grands groupes tels les laboratoires pharmaceutiques ou les groupes agroalimentaires. Jean-Claude Juncker, président de la Commission, a favorisé au sein du Luxembourg les évasions fiscales de grandes multinationales. C'est dire l'intérêt qu'il perçoit à faire adopter ce texte. D'après Eva Joly, vice-présidente de la commission Taxe en 2015 « C'est une demande des grands groupes qui veulent verrouiller les choses en Europe, avec d'un côté les clauses d'arbitrage, et de l'autre le blocage des normes. Ce sont eux qui demandent ce texte, qui sont à la pointe de ce combat, relayés par les lobbies patronaux. Si le Medef défendait les PME, cela se saurait. » Et Martin Pigeon, président de l'ONG Corporate Europe Observatory (CEO), a aussi commenté : « Les lobbies ont transformé une proposition de législation devant empêcher la concurrence déloyale entre entreprises en un droit au secret unilatéral pour les entreprises ».



« Protection des informations relatives à la vie des entreprises contre toute forme de divulgation publique »

Depuis l'adoption parlementaire, chaque Etat membre dispose de deux années pour transposer et préciser la directive à sa législation nationale, chacun pouvant choisir de durcir le texte. Les entreprises auront donc le droit d'entamer des poursuites judiciaires contre quiconque publie sans leur consentement des informations qu'elles considèrent comme étant des secrets d'affaires. Le texte laisse volontairement planer un flou avec l'utilisation de mots vagues et de définitions larges, accroissant un effet dissuasif, censure à la clé. Les journalistes, en première ligne, sont ceux pour qui l'absence de garantie de la supériorité du droit politique d'information des lecteurs sur les droits économiques des entreprises sera le plus préjudiciable.

CEO déclare : « Ce texte menace aujourd'hui quiconque a parfois besoin d'accéder à des informations internes d'une entreprise sans le consentement de celle-ci : les consommateurs, les employés, les journalistes, les scientifiques... ».

De graves risques sanitaires qui pourront être passés sous silence

Pour le contexte scientifique, seul un examen indépendant peut déterminer la dangerosité d'un produit pour les consommateurs mais ce sont les laboratoires des fabricants qui effectuent ces études. Si une étude indépendante est demandée pour des raisons sanitaires (rappelons-nous l'essai clinique de Rennes) celle-ci pourra être refusée par le fabricant avec pour mo-

tif : le secret des affaires. Aussi, la directive touchera sévèrement les lanceurs d'alerte. Ces derniers ne bénéficient pas d'un statut légal et le débat autour de leur protection fait polémique : des conditions bien difficiles pour démontrer qu'ils ont agi « pour protéger l'intérêt général », la charge de la preuve reposant sur eux. Finalement, l'ensemble de ces cas seront étudiés par les juges. Eux seuls seront habilités à trancher, mais seront bien plus accessibles aux multinationales qu'aux individus ou même aux associations de la société civile, qui peuvent se permettre des procédures judiciaires coûteuses sans que leur activité n'en soit freinée ou arrêtée.

L'opacité plutôt que la transparence : quand l'intérêt n'est plus celui des citoyens

Les Verts avaient demandé de préciser le statut de protection des lanceurs d'alerte et des journalistes. Cette demande a été rejetée par le Parlement. Une pétition rassemblant plus de 500 000 signatures a été lancée par Elise Lucet, ancienne journaliste sur France 2 « Ne laissons pas les entreprises dicter l'info ». Par ailleurs, il est intéressant de savoir que les négociations sur le TAFTA avaient été tenues secrètes - avant d'être révélées par Greenpeace -, en dehors de toute arène médiatique, à l'écart de tout citoyen. Notons également que l'ambassadeur américain Gardner, invité à l'Organisation internationale de la francophonie, a mentionné l'importance de prêter attention aux représentations qui s'imposent dans les opinions publiques, quelle que soit leur véracité, et évoqué le devoir de responsabilité du personnel politique et de la haute fonction publique sur le plan de la communication auprès des populations. Envolé, le projet social de l'UE. A coup de publicité mensongère, la Commission européenne achève d'enterrer les valeurs humanistes de notre Vieux Continent.

* Manon Guilbert



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Turquie-UE

Le nouveau ministre chargé des Affaires européennes, Ömer Çelik, déclarait récemment : « Pour l'AKP, la perspective de l'intégration de la Turquie dans l'UE est une politique d'État, mais au point où nous en sommes actuellement dans nos relations, elle n'est plus notre seul choix. »

« Un été problématique avec l'UE »

La nomination du ministre M. Ömer Çelik est une bonne chose, mais le problème est que nous sommes arrivés à la fin des relations Turquie-UE. En effet, nos relations avec l'UE ne se feront plus dans un processus de négociation, mais plutôt dans une optique de relations bilatérales [...]. Dans ces conditions, il est impossible que les pays européens puissent faire accepter l'adhésion de la Turquie à leur opinion publique.

« L'adhésion de la Turquie pas avant l'an 3000 »

La question de l'entrée de la Turquie dans l'UE est devenue une nouvelle fois un levier de la politique interne en Grande-Bretagne à l'occasion du referendum sur la sortie de l'Union.

La thèse des défenseurs du Brexit est la suivante : « Nous ne pourrions pas empêcher l'entrée de la Turquie dans l'UE, alors nous devons quitter l'Union. C'est pourquoi vous devez voter pour le Brexit ». David Cameron, actuel Premier ministre britannique s'étant toujours prononcé en faveur de l'adhésion de la Turquie au sein de l'Union, a déclaré que l'argument des partisans du Brexit ne reflétait pas la réalité, puisqu'au rythme auquel la Turquie avançait dans les négociations, son adhésion n'interviendra pas avant l'an 3000.

« L'Europe telle que nous la connaissons n'existe plus »

Qu'est-ce que l'UE a de plus important à nos yeux ? La réponse est certainement ses principes. Et comme le dit Can Dündar, aujourd'hui, l'Europe s'est trahie elle-même.

« La désintégration de l'UE »

L'Union Européenne ne disparaîtra pas dans un avenir proche en raison de l'importance des liens économiques entre les États membres, de l'espace Schengen où les frontières n'ont plus de sens, et enfin du coût exorbitant lié à la chute de l'euro. Pour Mme Merkel, « l'Union Européenne est un fort qu'il faut protéger. » Mais les valeurs portées par l'Union, telles que la liberté, la démocratie, la suprématie de droit, les droits de l'Homme, la liberté d'expression et d'opinion sont sérieusement mises à l'épreuve par des politiques populistes. Les responsables politiques du Vieux Continent sont en train de sacrifier les valeurs de l'Europe ; l'accord avec la Turquie concernant les migrants en est la preuve la plus flagrante. La question qui se pose désormais est : comment faut-il préserver l'Union Européenne ? Quant aux relations Turquie-UE, malgré le scepticisme ambiant, j'ai la certitude de vous en reparler dans les prochains numéros.

Sadiq Khan, nouveau maire de Londres

L'élection du travailliste Sadiq Khan à la mairie de Londres le 5 mai dernier est un symbole fort à de nombreux égards. Analyse d'une élection qui a fait couler beaucoup d'encre.

Fils d'un immigré pakistanais chauffeur de bus et d'une mère couturière, ce Londonien de confession musulmane était opposé à un fils de milliardaire, le tory Zac Goldsmith.

Elu avec 56,9% des voix, le plus grand nombre de voix jamais obtenu par une personnalité britannique au suffrage direct, sa religion n'a donc pas fait débat pour les Londoniens.

En revanche, la tumultueuse campagne municipale a été marquée par les attaques répétées à ce sujet par ces opposants.

La religion de Khan a dès le début été sujet à controverses au sein même de son parti, mais les critiques et réserves les plus virulentes ont émané de la part des conservateurs. Ils l'ont notamment accusé de partager certaines idées défendues par les islamistes. En cause, ses prétendus liens avec des organisations islamistes comme par exemple, le parti *Hizb ut-Tahrir* bien que l'ancien ministre des Transports se soit déclaré radicalement opposé à leur idéologie, ou encore ses apparitions répétées aux côtés d'un imam, considéré par le premier ministre David Cameron comme un extrémiste qui soutient l'Etat islamique.



Le constat était clair : il fallait rassurer les électeurs sur les prétendues idées radicales du candidat travailliste (qui a pourtant pour rappel soutenu le mariage homosexuel) en ces temps où l'islam radical est devenu l'ennemi public de nombreux pays européens. A l'inverse, la victoire de Sadiq Khan a été accueillie de manière euphorique par les Londoniens de confession musulmane qui assurent que l'élection d'un maire musulman pourra lutter contre l'islamisme. Après l'élection d'un musulman à la tête de Rotterdam en 2009 et de Calgary en 2010, c'est une nouvelle preuve que l'Occident n'est pas hostile à l'Islam et que la méritocratie est toujours un principe d'actualité.

* Paul de Villepin

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuiturquie.com

Henri Van Tieghem : « Istanbul est plus qu'un pont... »

(Suite de la page 1)

Les troupes turques étaient présentes lors des opérations de maintien de la paix après l'intervention en Afghanistan et ont été extrêmement bien acceptées par les populations locales, mieux que les Américains et les Britanniques. Il y a alors un lien stratégique très évident. La position géographique de la Turquie, frontalière avec la Syrie et proche de la Crimée, lui confère un rôle majeur en termes de politique internationale.

Dans quel état quittez-vous cette région, terrain de plusieurs conflits de nos jours ?

Sur le plan de la sécurité, je ne suis pas plus en danger ici qu'à Bruxelles, à Paris, à Ankara ou à Londres. A l'heure actuelle, la menace est omniprésente. L'instabilité actuelle de la région est grave, mais ne perdurera pas. Cependant, c'est une région qui n'a jamais été pacifiée. Il y a toujours eu des conflits au Liban, en Jordanie, le conflit israélo-palestinien, les guerres avec l'Egypte... Déjà dans l'Antiquité, c'était une région de conflits intenses, où les peuples se disputaient le territoire. Historiquement, c'est une région convoitée qui suscite l'intérêt de tous les pays. C'est une région qui a de la difficulté à trouver sa place, et cela ne changera pas. La crise syrienne se calmera sans doute, mais la région du Moyen-Orient restera une région difficile. C'était le cas avant que je n'arrive et ce sera encore le cas dans plusieurs années.

Comment se portent les relations économiques entre la Belgique et la Turquie ? Dans quelle mesure la coopération entre les deux Etats est révélatrice de liens solides ?



Nos relations sont très bonnes. Les parts de marchés des entreprises belges en Turquie sont importantes. Une cinquantaine d'entreprises couvrent la construction mécanique, la chimie, la pharmacie, l'ingénierie, le secteur textile et l'équipement public. Lorsqu'on investit en Turquie, on couvre un marché qui s'étend du Maroc au Pakistan. C'est très favorable d'avoir un tel ancrage avec un pays stable et prévisible.

Notre premier traité de coopération date de 1862, il avait pour but de protéger les intérêts maritimes Belges en Turquie et ceux des Turcs en Belgique. Il était essentiel de développer des relations entre le port d'Anvers, poumon industriel et économique de l'Europe du Nord, et le port d'Istanbul, avec une ouverture sur la Méditerranée partiellement ottomane. D'ailleurs, les plus vieilles ambassades à Istanbul sont d'anciennes puissances maritimes, comme la Hollande, la Suède, l'Espagne ou la cité de Venise. Elles même entretenaient de bonnes relations avec l'Empire ottoman, pour les mêmes raisons.

Ce qu'il faut savoir, c'est que les relations avec la Turquie sont aussi basées sur la communauté turque qui a migré en Belgique. Nous avons créé une vague mi-

gratoire volontaire, permettant à des travailleurs turcs de s'installer dans notre pays et de bénéficier d'avantages sociaux et de la libre circulation. Une grande sympathie réciproque s'est installée entre les deux pays et nous avons fêté les 60 ans de ce traité en 2014.

L'intégration des immigrés turcs en Belgique a été une réussite, elle a été structurée et organisée car il y a eu une cohésion, une solidarité qui a favorisé l'émergence d'une vraie communauté. Certains issus de cette vague migratoire sont devenus influents en Belgique. D'ailleurs, en Turquie il y a un respect profond de l'État, des règles administratives et de l'autorité publique, qui est bien ancré et très ancien. L'État belge est donc apparu comme légitime et il n'y a pas eu la volonté d'en modifier les structures. La possibilité d'une promotion sociale a été immédiatement perçue. A ma connaissance, il n'y a pas de problème de radicalisation dans la communauté turque en Belgique.

Les relations entre la Turquie et l'Union Européenne semblent en suspension. Comment pensez-vous qu'elles vont évoluer ? Croyez-vous que la Turquie ait toujours sa place dans l'Union ?

Je vais revenir à une considération historique. Quand la dynastie des Ottomans s'est installée à Bursa, leur première conquête était dans les Balkans. Ainsi, lorsque le sultan Mehmet s'est qualifié de « César des Romains », il y a eu, je pense, dans l'esprit des Turcs ottomans à ce moment-là, une volonté de participer au monde culturel occidental et au jeu des puissances en Europe. L'Empire ottoman était un acteur majeur, des relations entre les grandes puissances qui avait ses ancrages en Europe. De façon positive ou négative, la Turquie a toujours été un acteur de la politique internationale européenne. Aujourd'hui, on parle de l'Union Européenne comme d'une association et je suis convaincu que la Turquie y prendra part. Je suis un grand partisan de l'admission de la Turquie au Conseil de l'Europe parce qu'il y a un cadre judiciaire dont elle pourrait s'inspirer. Malgré un rythme de négociation chaotique, la tendance est à mon avis à l'union. Avec ou sans Brexit, il y aura des rapports de force différents, la structure européenne va forcément évoluer. Il faudra recréer une organisation cohérente pour avancer dans la voie de l'intégration.

J'aimerais par ailleurs souligner que l'Union Européenne est une organisation complexe et difficile à expliquer aux populations des États membres. Il y a une crise de confiance parce qu'ils ne comprennent pas son fonctionnement. Mais cette complexité est la contrepartie du fonctionnement démocratique de l'UE. En effet, l'Union n'est pas un bloc continental, et c'est la complexité du processus de décision qui la rend difficile à expliquer. C'est parce que l'organisation se veut démocratique et consensuelle qu'elle est complexe. La simplicité rend les choses accessibles et visibles mais elle ne rend pas compte des navettes qui ont lieu entre les différentes instances et qui ralentissent les décisions. La traduction des directives dans toutes les langues constitue également un obstacle qui fait partie du processus démocratique.

Quels ont été les moments forts de votre mission consulaire en Turquie ?

J'ai eu la chance de recevoir la visite du futur Roi des Belges Philippe et de la future Reine Mathilde, dans le cadre d'une mission commerciale de 350 hommes d'affaires en octobre 2012, dans laquelle j'avais été impliqué dès le mois de mars. À Istanbul, j'ai donc rencontré ces grands décideurs industriels et politiques avec qui j'ai développé des liens personnels et de confiance. C'est grâce à cela que j'ai pu fonder le reste de mes missions. Lors de ces visites, la coopération avec les autorités turques a été irréprochable. Le ministre de la Défense est venu au salon IDEF, nous avons eu la visite de la princesse Astride, la sœur du Roi. Il est assez rare, dans une carrière diplomatique, de rencontrer plus de la moitié du gouvernement et c'est assez particulier, à Istanbul, d'avoir un niveau et un rythme de visites ministérielles et parlementaires aussi élevé. C'est un poste vraiment unique.

Votre prochaine mission va vous emmener sur un autre continent. Que comptez-vous exprimer aux Etats-Unis ?

Je vais couvrir une juridiction de l'Arizona jusqu'à Hawaï. Je souhaite développer les relations économiques, commerciales, inter-universitaires et technologiques. La première chose que je souhaite exprimer à Los Angeles, la capitale du cinéma mondial, c'est la valeur de la culture européenne à travers le cinéma et le théâtre belges notamment. Dans le cadre de l'UE et également de la francophonie, je souhaite faire passer l'esprit européen, peut-être plus solidaire que l'esprit américain. Dans le



cinéma européen, on retrouve des valeurs qui portent davantage sur les questionnements de la vie. Je vais aussi essayer de promouvoir la bande-dessinée. Les personnages créés par l'école belge puis franco-belge ont les caractéristiques de M. Tout-le-monde, alors que les personnages américains ont des super pouvoirs et sont des héros qui sauvent le monde.

En tant que Belge, que pensez-vous de la bière turque ?

Je dirais que les principaux brasseurs turcs importent de la bière belge, des bières spéciales. Le groupe belge Inbev a repris plusieurs marques, c'est un pilier de notre industrie agro-alimentaire.

Qu'aimeriez-vous emporter avec vous de la Turquie ?

Ce serait le Bosphore. Ce passage sur le avec toutes les rives, c'est extraordinaire, unique.

* Propos recueillis par Mireille Sadège, Manon Guilbert, Dorian Alinaghi
Photos: Aramis Kalay

Tous pour un.

Nous parlons la même langue que vous dans 17 pays sur quatre continents. Nous œuvrons passionnément pour vous procurer le meilleur service dans 70 aéroports à travers le monde.

Tepe Akfen
TAV
tavairports.com



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Le mouvement qui est né à Paris, le 31 mars dernier, à la suite d'une manifestation contre le projet de loi Travail, crée des émules dans plusieurs dizaines de villes, avec plus ou moins de succès.

Le mouvement Nuit Debout peut se définir comme un ensemble de manifestations d'ordre politique, régulières voire quotidiennes, se déroulant sur des places publiques en France d'abord, mais aussi en Espagne, en Allemagne, à Lisbonne ou encore à Amsterdam.

Organisées en commissions, les prises de décisions se font par consensus lors d'assemblées générales. Sans leader ni porte-parole, Nuit Debout reprend ainsi les codes des Indignés en Espagne, ou d'Occupy Wall Street aux Etats-Unis.

Les réactions politiques sont variées. Si la maire de Paris, Anne Hidalgo s'est dans un premier temps réjouie de la « vitalité » de la jeunesse parisienne, elle regrette néanmoins les débordements qui pourraient désavouer l'aspect non-violent de la manifestation. Diverses personnalités politiques, plutôt de droite, soulignent les risques encourus, particulièrement inquiétants en raison de l'état d'urgence et dénoncent les violences et dégrada-

Nuit Debout, un sursaut démocratique menaçant l'ordre public ?

tions liées au mouvement, le Front national allant jusqu'à demander la « dissolution » de Nuit Debout.

Un mouvement citoyen en faveur de la démocratie au parfum insurrectionnel de plus en plus fort

Si la contestation de la loi El-Kohmri et celle du discours autoritaire et fermé sur les réfugiés constituent sans doute le cocktail déclencheur, Nuit Debout s'est construit autour de l'agrégation de différentes revendications, des jeunes et des moins jeunes, d'ordre social, face à des inégalités de plus en plus importantes, anti-sécuritaires, face un état d'urgence encore prolongé en France et, écologiques, pour lutter entre autres contre le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Toutes ces revendications ont néanmoins un dénominateur commun : la promotion d'une autre façon de gouverner et d'envisager la croissance, selon une conception de la démocratie renouvelée et dans une mouvance anticapitaliste.

Toutefois, le rassemblement Nuit Debout depuis maintenant quelques semaines est sous pression. Le dispositif policier autour du collectif est intense et la presse française fait état d'un nombre d'incidents de plus en plus important. A titre d'exemple, dans les nuits des 14 et 15

avril, des débordements ont poussé des CRS à disperser des « casseurs », qui occasionnaient des dégâts dans la ville de Paris. Dans les nuits du 28 au 29 avril, l'opposition violente de manifestants à leur évacuation a donné lieu à une intervention musclée des forces de police, utilisant des grenades et des flashballs. Le député de droite Eric Ciotti a d'ailleurs initié une pétition visant l'interdiction du rassemblement, « transformé en une expression de violence haineuse et gratuite » selon ses termes.

Face à de tels constats, se pose la question de savoir si l'apparition de plus en plus fréquente d'incidents serait susceptible de rendre le collectif Nuit Debout intolérable, au nom du bon ordre et de la sécurité.

Nuit debout, l'expression du droit de manifester, constitutionnellement reconnu en France

L'article 10 de la Déclaration Universelle de l'homme et du citoyen, inscrite dans le préambule de la Constitution française prévoit que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public ». Aussi, la Convention européenne des droits de l'Homme énonce d'une part que « la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que

celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et des libertés d'autrui » et d'autre part, que « toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association [...] ». En France, les manifestations sur la voie publique sont réglementées par les articles L. 211-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure. En découle que pour manifester en toute légalité, une déclaration préalable doit être faite à la mairie de la commune concernée au moins trois jours avant la manifestation par les organisateurs.

En raison de l'état d'urgence prononcé suite aux attentats de novembre dernier, certains ont appelé à une restriction du droit de manifester, à l'instar de François Fillon, ancien premier Ministre de Nicolas Sarkozy, qui s'est dit profondément « choqué » de voir tolérer le mouvement Nuit Debout en période d'état d'urgence, ou du juriste Alexis Théas qui dénonce « une généralisation du chaos sur le territoire français en parfaite contradiction avec les fondements de l'état d'urgence ».

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuiturquie.com

Nuit debout résiste à l'hypocrisie médiatique

(Suite de la page 1)

La politique de l'offre politique utilise un langage marketing qui vise à « rendre la France désirable » aux yeux des marchés et des agences de notation, en parallèle d'un management néo-libéral au sein de ses institutions. Les médias français, qui s'engouffrent de plus en plus dans la brèche du storytelling et du sensationnalisme, semblent éclipser cette réalité. Ils s'attachent à décrire, tour à tour, les casseurs en marge des manifestations, l'utilité des formalités démocratiques, l'ouverture du débat sur les violences policières, dressent un portrait sociologique des occupants et le comparent avec d'autres mouvements protestataires.



Le discours est globalement teinté de pessimisme, notamment de la part de certaines personnalités politiques et intellectuelles.

Il est certain que la classe politique prend conscience du vide démocratique qu'elle contribue à créer, notamment en affichant son mépris, comme Sarkozy, qui a déclaré que les participants à Nuit Debout « n'avaient pas de cerveau » ou Macron riant au nez d'une manifestan-

te CGT qui lui supplique d'être écoutée pour les solutions qu'elle a à proposer. Envoyée comme réponse, la condamnation policière abusive est clairement inadaptée et met à mal le dialogue social. Le traitement médiatique achève de creuser les sillons tracés par le discours officiel, celui de la peur et celui de l'utopie. En effet, Nuit Debout est analysé à la fois comme un mouvement impalpable, vague et perdu dans le monde des idées, mais aussi comme un mouvement d'extrême gauche très terre-à-terre, concret, où CRS et casseurs s'affrontent.

En fait, le mouvement en tant que tel résiste à l'étiquetage des médias. Il ne se laisse pas influencer par les idées relatées par ces derniers. Nuit Debout constitue un abri, ancré sur le terrain, contre les vents de la versatilité médiatique, c'est en cela qu'il est démocratique. Nuit Debout agit comme un bouclier sur lequel viennent se heurter les messages des médias et qui renvoie le reflet de notre société.

Kant définissait l'espace public comme une expérience de sortie de l'état de tutelle; Nuit Debout, en se réappropriant cet espace, lutte contre une forme de ville dominante. Par la création de cette poche d'air s'exerce le pouvoir populaire et citoyen, agacé du règne de l'économie ultra-libérale au détriment de la politique. Plus que jamais, l'omniprésence du discours économique surplombe nos sociétés. Le réveil de la Chine dans ce domaine, espérons-le, devrait mener l'Europe à la prise de conscience d'un nécessaire repositionnement pour élargir notre imaginaire social.

* Manon Guilbert



Ali Türek

« C'est un langage caché qui se filtre dans l'âme, / Contemple

les airs roux, c'est bientôt le soir. »^[1]
Deux vers d'un poème, beau et prisonnier des manuels scolaires de littérature. Récité inconsciemment par tout le monde, ces vers sont tirés du poème 'L'Escalier' et portent la signature d'un certain Ahmet Haşim.

De la proclamation de la Monarchie Constitutionnelle en 1908 jusqu'aux fronts de la Grande Guerre aux Dardanelles et à l'instauration de la République, c'est une vie

qui commence à Bagdad en 1884 et qui se termine à Kadıköy, à Istanbul en 1933.

Il est aujourd'hui considéré comme un des fondateurs de la poésie moderne de la langue turque. Un peu moins connu par le grand public, son nom figure pourtant à côté de celui de Yahya Kemal, aussi incontournable et majestueux que ce dernier.

Sa vie personnelle porte profondément la marque de sa période. Tout comme ses contemporains, tout comme ces hommes et femmes de lettres, le poète traverse, lui aussi, toutes les épreuves de cette époque bouleversante. Il témoigne à son ère qui voit naître un nouveau pays, une nouvelle société, un nouvel individu, bref un nouveau monde.

Tout change, tout se transforme mais lui, il ferme ses yeux, dans ses vers, à tous ces bouleversements politiques et sociétaux. Intéressé très jeune à la poésie lorsqu'il était étudiant à Galata-

L'Escalier

saray, il se garde loin de la société, de sa complexité, de son chaos. Il rejette tout. Obsédé par son propre physique et ses défauts, il reste indifférent aux problèmes de la société qui l'entoure. L'art, pour lui, n'est et ne peut être que personnel.

Muni d'un lexique poétique personnel assez réduit ne comprenant que 1446 mots et trois ensembles de concepts; la nature, les femmes et soi-même, il bâtit un univers tout particulier par rapport à ses contemporains.

Ahmet Haşim puise ses racines poétiques dans deux sources distinctes mais complémentaires: le symbolisme du poète français qu'il admire beaucoup, Henri de Régnier et la tradition orientale de Divan, notamment de Seyh Galip. Ces deux touches lui donnent clairement cet aspect profondément abstrait, vivement coloré, et très a-politique, voire a-sociétal.

« L'important dans le poème n'est pas le sens du mot, mais sa valeur de prononciation dans la phrase. » ainsi décrivait-il sa vision avant de préciser que pour lui, « creuser un poème pour la recherche du sens, ce n'est rien d'autre que de tuer pour sa viande un pauvre oiseau qui, par sa chanson, impressionne les étoiles des nuits d'été. » Depuis sa table à Degüstasyon tout près de l'hôtel Tokatlıyan, il écrivait :

« Ô lecteur ! Dans la nuit de ce livre / J'ai étalé le clair de lune par terre pour toi. »

Et il y avait réussi.

1 « Bu bir lisan-i hafîdir ki ruha dolmakta / Kızıl havaları seyret ki akşam olmakta »



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

En nous montrant comment fonctionnent les services de renseignement de l'État, la série « Le Bureau des légendes », diffusée sur Canal Plus, nous aide aussi d'une certaine façon à comprendre l'agitation au Moyen-Orient.

Dans cette région chaude où se situent l'Irak, la Syrie, l'Iran et même la Turquie, les États occidentaux, avec leurs moyens importants et leurs espions en immersion, jouent presque une partie d'échecs multilatérale. Des événements sont provoqués, des gens meurent, sont enlevés ; des millions de personnes sont forcées de quitter les terres où elles sont nées et où elles ont vécu... Parfois, des otages comme des régions sont échangées au terme de négociations.

* * * *

Le 24 mai, le 65^{ème} Gouvernement de la République de Turquie a été formé par M. Binali Yıldırım. Dans une Turquie actuelle où le régime fait de facto la transition vers un système présidentiel – bien que ce ne soit même pas inscrit dans la Constitution –, la destitution de Davutoğlu a créé une grande onde de choc, même si l'opinion publique s'y attendait depuis des mois.

Initialement, une partie des médias et du peuple ne voulaient pas accepter cette ré-

Le Bureau des légendes

vocation. Et pourtant, Davutoğlu a été renvoyé de la même façon qu'il a été mis à la tête du parti au pouvoir ! Rien d'étonnant !

* * * *

Avec à sa tête Şenol Güneş, figure du football compétent et expérimenté qui a fait de la Turquie le 3^{ème} pays du monde en football, Beşiktaş a remporté le championnat 2015-2016 de la Ligue de Football de Turquie.

* * * *

Le 25 mai, un article intitulé « *La Maison Descartes d'Amsterdam, propriété de la France, ne doit pas être sacrifiée* »* a été publié dans *Le Monde*. Qu'y a-t-il donc d'étonnant, me diriez-vous. Sachez que cet article a été écrit par Céline L'Hostis, une stagiaire qui a travaillé six mois dans notre journal, journal qui a célébré son 11^{ème} anniversaire au Centre d'Art Pyramide le 30 mai dernier. Rien de surprenant à cela ! La France est un pays grand et riche qui tourne le dos à ses valeurs. Ajoutons que tout récemment, le bâtiment du Consulat général à Izmir a été cédé, et que la célèbre résidence de l'Ambassadeur à la Park Avenue à New York a été vendue. Alors, ne me demandez pas pour quelle raison on ne soutient pas un journal francophone indépendant édité en Turquie !

* * * *

Les éditions Pyramid ont publié trois livres que j'ai lus avec grand plaisir. Le livre de Bedri Baykam « *From Graffoman to Street Art* » a été écrit en deux langues. Dans ce livre, nous pouvons suivre une partie seulement de l'aventure américaine vécue dans les années 1980 par l'un des artistes les plus connus de Turquie sur le plan international. C'est un livre dont chaque ligne surprend quasi visuellement le lecteur, et qui devrait figurer dans toute bibliothèque. Le deuxième, qui a reçu les éloges d'éminents écrivains tels que Seymour Krim, Frank O'Hara et Selçuk Altun, est le livre d'Erje Ayden intitulé « *Hannah, Michael, Derek ve Geri Kalanlarımız* » [Hannah, Michael, Derek et nous autres].

Le dernier livre est le roman de Sibel Baykam intitulé « *Kendi Yaşamın Gibi Buyur Çekinme* » [N'hésite pas serve-toi comme ta propre vie]. Dans ce premier roman de Sibel Baykam, connue depuis 25 ans par les lecteurs turcs pour ses articles dans plusieurs revues en tant que journaliste et directrice de publication, vous verrez se mêler sur un seul plan, par un style surprenant et de façon magistrale, mystère et transparence.

* Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

* Pour lire entièrement cet article : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/05/10/la-maison-descartes-d-amsterdam-proprieté-de-la-france-ne-doit-pas-etre-sacrifiée_4916779_3232.html#dpVIJsbF9exQjs3A.99



Öykü Sofuoğlu

Toz Bezi: « On est disparu, on est disparu ... »

Toz Bezi, l'un des films les plus attendus de 2016, a marqué la 35^{ème} édition du Festival du Film d'Istanbul. Reparti avec la Tulipe d'Or, le Prix de la meilleure actrice (Asiye Dinçsoy) et du meilleur scénario, le premier long métrage d'Ahu Öztürk constitue un tournant majeur pour le cinéma turc et la représentation des femmes sur le grand écran.

Ces dernières années, notre cinéma est en plein changement. Avec Abluka et Sarmaşık, les réalisateurs Emin Alper et Tolga Karaçelik ont réussi à sortir de la monotonie dominante en exprimant de façon sous-entendue les contraintes politiques du pays et les effets psychologiques sur sa population. Même si cette transformation est étroitement liée à la situation pénible au cœur de la Turquie, une nouvelle vision du cinéma s'est formée, plus fertile, avec des expressions artistiques.

Le premier film d'Ahu Öztürk appartient à cette nouvelle tendance cinématographique mais il s'en différencie avec sa particularité à représenter la classe moyenne en plusieurs dimensions.

Le film raconte l'histoire de deux femmes de ménage, Hatun (Nazan Kesal) et Nesrin (Asiye Dinçsoy). Malgré la fatigue, le désespoir, la pauvreté, ces deux voisines, semblables et pourtant différentes sont toujours là l'une pour l'autre. Nesrin, abandonnée par son mari, doit subvenir à ses besoins et s'occuper de sa petite fille. Hatun, quant à elle, a un mari râleur et un fils avec des problèmes d'adolescent, épargne pour acheter une nouvelle maison dans les quartiers riches dont elle a toujours rêvé.

Le talent de la réalisatrice Ahu Öztürk se trouve dans la construction de ses deux personnages avec lesquels elle illustre le sentiment général de la classe moyenne, celui d'être exclu, représenté à travers plusieurs problèmes de sexe, d'ethnicité et enfin de pouvoir. Toz Bezi est le film des rêves, des petits détails qui sont perdus sous le bruit de l'aspirateur. Un morceau de puzzle, un évier qui fuit, fortifient le caractère poignant de la mise en scène. Dans la séquence où Nesrin et sa fille jouent à cache-cache en criant « on est disparu, on est disparu, on est disparu » le film atteint son apogée et évoque leur réalité décevante.

Riche en naïveté et simplicité, supporté par son réalisme équilibré, Toz Bezi mérite tous les applaudissements. Créant un nouvel esprit de féminisme pour notre cinéma, Ahu Öztürk, la réalisatrice, semble très prometteuse. Avec un grand enthousiasme, nous sommes dans l'attente de son prochain film.

* Dorian Alinaghi

Canal + en - bien

Depuis le début de l'ère Bolloré, la chaîne phare cumule polémiques et censures... Canal + arrivera-t-elle à retrouver sa notoriété ?

La dernière polémique en date est le départ du journaliste et présentateur de l'émission à succès *Le Petit Journal*, Yann Barthès. Un énorme coup dur pour la chaîne. Le seul dernier survivant reste Groland mais même à ses débuts, l'humour à la grolandaise ne faisait pas l'unanimité. Vincent Bolloré, président du groupe Vivendi, a voulu renflouer les caisses de Canal +. Mais le résultat est plus que désastreux. C'est une vraie descente aux enfers pour l'une des chaînes les plus regardées de France. Retour sur cette chute libre.

Vincent Bolloré, un mauvais chef d'orchestre

En juin 2014, Vincent Bolloré remplace Jean-René Fourtou en tant que président du conseil de surveillance de Vivendi. En



juin 2015, il détient le groupe Canal+ et par la même occasion licencie Bertrand Méheut, ex-président du directoire qui fut au service de Canal+ pendant 13 ans. Ce dernier est remplacé par Jean-Christophe Thiery, lieutenant fidèle de l'industriel breton, qui a notamment bâti la chaîne D8, connue pour son émission *Touche pas à mon poste*.

Tous ces changements ont pour objectif d'améliorer la situation financière de la

chaîne cryptée, qui n'était pourtant pas dans le rouge. C'est là que la désastreuse métamorphose de Canal + s'amorce.

La programmation au cœur de la polémique

En effet, deux programmes ont amené Vincent Bolloré devant le CSA fin septembre 2015. Il s'agissait de deux documentaires : le premier, sur l'évasion fiscale du Crédit Mutuel, le deuxième sur le conflit politique entre Nicolas Sarkozy et François Hollande.

Le premier qui portait sur le Crédit Mutuel et l'évasion fiscale a été supprimé sans aucune raison. La presse française s'est révoltée contre Vincent Bolloré. Beaucoup d'hypothèses ont inondé la toile. La plus discutée est que l'établissement bancaire est un partenaire puissant du groupe Bolloré. Il ne fallait pas donc nuire à l'image du groupe. Le documentaire est finalement passé sur France 3. Le deuxième portant sur la guerre de communication entre Nicolas Sarkozy et François Hollande a aussi été supprimé. L'explication la plus probable reste que Vincent Bolloré est un bon ami de Nicolas Sarkozy. Mais vu l'ampleur de la contestation du public, le documentaire a finalement été diffusé.

Les émissions cultes en voie de disparition

Les Guignols, *Le Grand Journal* et *Le Petit Journal* sont dans la ligne de mire de Vincent Bolloré. Les marionnettes sont passées en cryptées. Tout cela a commencé lorsque le site de presse Pure Média lance la rumeur de la suppression des Guignols de l'info. Plus tard, un proche de l'émission annonce officiellement au

quotidien MetroNews que les marionnettes ne seront plus diffusées sur Canal +. Mais la chaîne se défend de ne pas vouloir supprimer cette émission phare. Vincent Bolloré n'a pas tenu face à la révolte des téléspectateurs. Il a donc relouqué complètement les Guignols de l'info et l'audience a commencé à chuter fortement.

Le Grand Journal est en perdition depuis le départ de Michel Denisot. Les téléspectateurs ne s'intéressent plus à l'émission et lorsqu'Antoine De Caunes reprend le rôle de présentateur, l'audience dégringole. En 2015, Maïtena Biraben reprend les reines mais l'audience tombe de moitié, passant de plus de 1,2 million de téléspectateurs à moins de 600.000. Il faut noter que *Le Grand Journal* est diffusé à la même heure que *Touche pas à mon Poste* (véritable succès). Ce dernier appartient également à Monsieur Bolloré. Le dernier en date a avoir subi les lubies de l'homme d'affaires, c'est Yann Barthès, qui quitte le navire Canal +. Son émission, *Le Petit Journal*, cumulait une meilleure audience que les Guignols de l'info et Groland réunis.

De plus, Canal + est en rivalité avec Netflix, une plateforme de streaming donnant accès une multitude de séries et de films, parfois en exclusivité, à un prix défiant toute concurrence. Entre juillet et décembre 2015, une perte de 218.000 abonnés a été soulignée et continue cette année avec près de 200.000 au premier trimestre 2016. A la fin de l'année, Canal + sera déficitaire de 400 millions d'euros. Et si la chaîne venait à disparaître dès 2017 ?



Eren Paykal

Un territoire de près de 715.000 kilomètres carrés. Une population jeune mais éduquée de 35 millions. Une position géostratégique plus qu'exceptionnelle contrôlant les portes de l'Afrique et de l'Europe. Une histoire glorieuse, riche en événements palpitants. Une famille royale adorée par sa population ayant lutté pour la totale indépendance du pays sous l'administration efficace de l'illustre Roi Mohammed V. Des ressources naturelles, humaines, touristiques et gastronomiques à rendre jaloux chaque pays du globe terrestre.

J'ai nommé le Royaume du Maroc, l'un des pays les plus dynamiques de l'Afrique du Nord et même du tout le continent africain. Le Maroc a su surmonter avec intelligence les périodes bouleversantes du soi-disant printemps arabe avec les réformes constitutionnelles adéquates initiées sagement par le Roi Mohammed VI. Désigné par le Forum économique Mondial comme l'économie la plus compétitive de l'Afrique du Nord, le Maroc est la cinquième économie africaine. Le pays a enregistré un rythme de croissance parmi les plus élevés de la zone MENA, (Middle East and North Africa) avec une croissance annuelle moyenne de 4,3 % durant la période 2008-2013 contre 4 % pour la zone MENA, -0,3 % dans la zone euro, 2,3 %. Cette performance est le ré-

Le Maroc : un fidèle allié

sultat de la hausse de 9,2 % par an de la valeur ajoutée du secteur primaire et de la bonne tenue du secteur non agricole, grâce, notamment, aux performances du secteur tertiaire. De 2004 à 2014 le PIB marocain est passé de 56 à 107 milliards de dollars avec une inflation bien maîtrisée se situant à une moyenne annuelle de 1,8 %. Le Maroc a aussi l'avantage de posséder des Accords de Libre-Echange avec la plupart des puissances économiques du monde à commencer avec les Etats-Unis et l'Union européenne. La Turquie fait partie de ces pays.

Justement, l'Accord de Libre-Echange entre ces deux pays a permis une croissance rapide des échanges commerciaux. Pour l'année 2014 les exportations turques étaient de 1.4 milliards de dollars et ses importations de l'ordre de 639 millions de dollars.

Par ailleurs, la Turquie a réalisé des investissements directs importants au Maroc la plaçant dans les 10 premiers pays investisseurs avec une part de 2.7 % pour l'année 2014.

D'autre part, le Maroc envisage des investissements dans les infrastructures de 10 milliards d'euros pour les cinq années à venir pour les routes, le tourisme etc. Le Maroc accorde aussi une importance primordiale pour les énergies renouvelables lui permettant de diminuer drastiquement sa dépendance au pétrole.



Le nouveau port de Tanger quant à lui, va devenir avec les nouveaux aménagements, l'un des ports les plus importants non seulement de la Méditerranée mais du monde.

Donc, avec ses ressources naturelles et agricoles, sa position géographique favorable, à proximité du marché européen, sa stratégie de montée en gamme et de diversification de la production, dans l'automobile entre autres, sa politique de stabilité macroéconomique, ses engagements de réformes politiques, le Maroc est le partenaire idéal pour la Turquie en Afrique. Il faut aussi ajouter les excellentes relations que maintient le royaume chérifien avec l'Afrique francophone, qui pourrait éventuellement permettre une coopération tripartite entre la Turquie, le Maroc et les pays en question.

Je me permettrai d'affirmer que la Turquie devrait montrer d'une façon plus énergique sa solidarité envers le peuple marocain frère et ami, concernant son droit légitime sur le Sahara marocain dont l'appartenance au Royaume ne fait aucun doute.



Valérie Sanchez

Fardeau

Quand les reportages ou les guides touristiques évoquent Istanbul comme une "ville de contrastes", ils font généralement référence aux différences culturelles et sociales : femmes voilées contre tenues vestimentaires sexy, par exemple. Les contrastes économiques de cette ville sont plus rarement mentionnés (sans doute parce que moins vendeurs), mais ils apparaissent flagrants dès lors qu'on séjourne ici.

En passant d'un quartier à un autre, on devine l'écart vertigineux de niveau de vie entre des immeubles futuristiques et rutilents (piscines intérieures et extérieures, pistes d'hélicoptère etc.) et des "gecekondü" bidon ville dont les habitants n'ont peut-être pas les moyens de se procurer de l'eau potable. Tout cela peut sembler bien banal dans une ville qui s'est développée très vite et qui accueille encore chaque année des milliers de migrants intérieurs venant des provinces éloignées du pays. Mais quand une paire de chaussures affiche un prix supérieur au revenu moyen, il y a de quoi être effaré.

En France, (aux Etats-Unis aussi dans une certaine mesure) la classe moyenne se révèle "plaintive" : trop d'impôts, trop d'inégalités dans l'éducation, un pouvoir d'achat en baisse... Mais sur le plan humain, le fait que la majorité d'une population appartienne à la classe moyenne correspond à un espoir de justice, et constitue une sorte de réconfort. A Istanbul, on dirait parfois que cette justice socio-économique n'existe quasiment pas. Certes, on peut penser que même les plus pauvres se contentent de leur sort et s'adaptent aux circonstances; d'autant plus que beaucoup d'habitants en souffrance économique réussissent à maintenir une "image sociale" positive, faite notamment d'hospitalité et de convivialité.

Néanmoins, il existe à Istanbul, à la vue de tous et dans chaque quartier, des gens pour qui la vie est un fardeau. Cela ne signifie pas que leur vie contient corvées, tracas, soucis. Non, cela veut dire que la vie même est un fardeau. Un accès aux soins et à l'éducation entravé, une absence de loisirs et de bien-être, un quotidien strictement malheureux, et aucune perspective.

Ces derniers temps, quand le débat a porté sur la démocratie turque, c'est surtout le problème de la liberté de la presse qui a été cité. Mais celui des inégalités sociales criantes qui mettent à mal une partie de la population devrait aussi être un enjeu pour la démocratie.

Les inégalités sociales criantes mettent à mal une partie de la population

La Turquie à la recherche de nouveaux partenaires

Depuis 2011, la politique de « zéro problème avec les voisins » pensée par A. Davutoğlu s'est heurtée aux difficultés de l'instabilité perpétuelle au Proche-Orient. Isolée, la Turquie a désormais une double ambition : renforcer ses partenariats, et en acquérir de nouveaux.



La réorientation turque ne peut être évoquée sans mentionner l'Afrique, Ankara s'étant impliqué davantage depuis la détérioration de ses relations traditionnelles. Outre l'engagement humanitaire en Somalie, le

soft power est la trame du déploiement turc dans le continent : le volume de ses exportations y a doublé depuis 2007 et ses investissements y sont passés de 500 millions de dollars à près de cinq milliards de dollars.

Consolider les acquis

L'Iran exporte des hydrocarbures à la Turquie, celle-ci le sort de son isolement : tel peut être expliqué leur rapprochement actuel. Sous l'AKP, deux phases se distinguent : un réchauffement diplomatique, qui culmine en 2010 avec l'accord sur le nucléaire signé avec le Brésil et l'Iran, puis, depuis la crise syrienne de 2011, une méfiance réciproque. Mais les deux pays savent mettre leurs désaccords de côté et la détente avec l'Occident pourrait se révéler rentable pour la Turquie, qui servirait de voie de passage entre Téhéran et ses nouveaux partenaires. La normalisation a aussi des vertus économiques, comme en témoigne le récent envoi d'une délégation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie stambouliote en Iran.

La relation turco-iranienne est un modèle de réalisme politique, mais elle n'est pas

unique ; le renforcement du partenariat israélien tient aussi un bon rang. Si les liens économiques ont toujours été denses entre les deux pays, certains ont longtemps eu l'impression qu'ils avaient rompu toute relation suite à l'affaire du Mavi Marmara. Seule une brouille diplomatique s'est produite : ils pouvaient se la permettre à l'époque, mais les temps ont changé. Le jusqu'au-boutisme israélien concernant l'accord iranien a exaspéré ses alliés traditionnels et la politique égyptienne et syrienne de la Turquie lui a aliéné beaucoup de pays arabes. C'est donc une réconciliation "de raison", afin de pallier leur isolement régional commun. Toutefois l'enthousiasme n'y est pas, comme en témoignent les réserves de plusieurs officiels et de l'opinion publique. La réconciliation sera nécessairement discrète et fragile, mais elle sera bien réelle.

Envisager de nouveaux horizons

Les efforts d'Ankara pour pallier son isolement lui ont permis d'établir de nouvelles relations fortes avec deux acteurs majeurs. Tout d'abord, les relations turco-saoudiennes sont excellentes. Ils partagent une vision stratégique très proche, notamment sur la question syrienne et yéménite. Même le soutien de Riyad au coup d'Etat du maréchal égyptien Sissi n'a pas ébranlé leur partenariat. A travers ce rapprochement, Erdoğan vise aussi une réconciliation avec l'Egypte. Cela permettrait en outre, comme il l'affirmait en mars 2015, de s'ancrez parmi

les puissances régionales : « (...) les pays les plus importants de la région. Il est de notre devoir à tous de promouvoir la paix, le calme et le bien-être ». Ce partenariat divise la classe politique turque et pour nombre d'observateurs, il illustrerait la coloration religieuse de la politique multidimensionnelle actuelle. Quoi qu'il en soit, Riyad fait partie des nouveaux alliés essentiels de la diplomatie turque.

Le rapprochement sino-turc illustre pour sa part l'ouverture turque vers l'Est asiatique. Alors qu'au dernier Ramadan, Ankara accusait Pékin de malmener les Ouïghours, l'essor des relations commerciales a permis d'apaiser ces tensions. La diplomatie chinoise ayant pour principe de privilégier les relations commerciales sans s'impliquer dans les conflits, toutes les conditions sont réunies pour établir ce nouveau partenariat inédit. C'est ainsi qu'en mai, une filiale de la Banque de Chine s'est vue autorisée à s'implanter à Istanbul. Cette relation a également une visée stratégique, avec une coopération dans les domaines de la liaison ferroviaire rapide, mais aussi de l'énergie nucléaire. Enfin, d'un côté comme de l'autre, il existe une finalité plus globale d'accroissement des relations tant politiques qu'économiques entre pays émergentes.

D'après Aurélien Denizeau, chercheur spécialiste de la Turquie à l'INALCO : « Désormais, il s'agit davantage d'une diplomatie de la réaction ».

* Kıymet Altan

Multiplication des murs et barrières à l'heure d'un « monde sans frontières »

La mondialisation économique est souvent considérée comme une dynamique portant l'effacement des frontières étatiques, mais comme l'explique le géographe Michel Foucher dans son livre *L'obsession des frontières*, les phases de mondialisation économique s'associent toujours, à l'inverse, à un mouvement de consolidation territoriale. En effet, sur les 248 000 km de frontières terrestres existantes, 26 000 km supplémentaires ont été tracés depuis 1991. Parallèlement, on dénombre aujourd'hui 66 murs selon la géographe Elisabeth Vallet, qui couvrent une surface de plus de 21 000 km alors que l'on n'en comptait qu'une dizaine au sortir de la seconde guerre mondiale.

Les différentes barrières sont loin d'être un phénomène récent, en revanche c'est leur dimension anti-migratoire qui est novatrice. Historiquement, les différentes barrières avaient été érigées à des fins stratégiques, à l'image de la grande muraille de Chine et du mur d'Hadrien, idéologiques comme le rideau de fer, ou encore ethnico-religieuses pour le mur israélien.

Pour contrer les flux migratoires toujours croissants, les murs sont une menace brandie de manière récurrente par les États. Pour rappel, le nombre de migrants internationaux a dépassé le chiffre record de 250 millions de personnes en 2015 selon la Banque mondiale.

C'est dans cette optique que l'Autriche, après avoir envisagé d'ériger un mur à sa frontière avec la Slovaquie, puis annoncé le rétablissement des contrôles à ses frontières, menace désormais de construire une clôture longue de 370 m au niveau du col de Brenner, véritable nœud commercial entre le nord et le sud des Alpes. Ce projet piloté par l'extrême droite autrichienne a provoqué l'ire de l'Italie qui considère le projet totalement inacceptable et estime qu'il risque de nuire à l'économie des deux pays. Cette idée est parallèlement considérée par les eurosceptiques comme les prémices de l'effondrement de Schengen auxquels le président du conseil italien Matteo Renzi a rétorqué : « *Ce mur viole toutes les règles européennes et va contre l'histoire* ».

Outre-Atlantique, Donald Trump a fait de son projet de mur (déjà existant, mais pas assez imperméable à son goût) entre le Mexique et les États-Unis sa principale promesse de campagne. Du côté du Vieux Continent, certains sont déjà passés à l'acte, notamment la Hongrie qui a posé des fils barbelés sur 170 km en août 2015 à sa frontière avec la Serbie, ou encore la Bulgarie à sa frontière avec la Turquie. Parmi les autres barrières, on peut citer celles entre les Émirats arabes unis et Oman ainsi que la Chine et la Corée du Nord. Pour des raisons économiques, l'Inde a établi entre 1993 et 2013 un mur-frontière de 3200 km à sa frontière avec le Bangladesh. Les attentats du 11 septembre semblent avoir marqué un tournant. En effet, c'est à partir de cette période que la construction des murs a augmenté de manière exponentielle.

Pour autant, ces murs ont une efficacité contrastée, ils sont majoritairement inopérants et n'entraînent qu'un déplacement du problème. Selon Elisabeth



Vallet: « *Les murs d'aujourd'hui ne sont qu'un écran de fumée qui nous empêchent de voir le vrai problème* ». La géographe estime d'ailleurs que ces murs finiront par tomber en raison de leurs coûts de construction et d'entretien.

In fine, ces barrières portent un coup à l'utopie abstraite d'un monde sans frontières alors que la déclaration universelle des Droits de l'Homme avait pourtant reconnu en 1948 le droit de quitter tout pays sans définir le droit d'entrer dans un autre.

* Paul de Villepin

L'évasion fiscale et les paradis fiscaux

Contexte oblige, il est primordial de mettre en perspective l'impact de l'évasion fiscale qui fait l'actualité avec les révélations de fraudes fiscales. L'actualité récente des Panama Papers témoigne de l'ampleur du phénomène : l'existence de 214.000 sociétés off-shore a été divulguée pour un seul paradis fiscal, la République du Panama. Or, la collaboration entre les États n'a jamais été aussi coordonnée qu'aujourd'hui. L'évasion fiscale n'est donc pas prête de se terminer d'autant plus que les multinationales ne manquent pas de stratégies pour arriver à leur fin.

Les banques, amoureuses des fraudes fiscales

D'après plusieurs ONG, les cinq plus grandes banques françaises auraient gagné environ 5 milliards d'euros grâce à la fraude fiscale. Une véritable aubaine pour ces établissements. « *A l'international, alors que les banques françaises réalisent un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux, ceux-ci ne représentent qu'un quart de leurs activités internationales déclarées, qu'un cinquième de leurs impôts et seulement un sixième de leurs employés* », rapportent dans une étude CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France et Secours Catholique-Caritas France. Pour arriver à cette conclusion, ces ONG se sont basées sur la loi bancaire de 2013 et l'open-data obligeant les banques françaises à rendre publiques des informations essentielles sur leurs activités et les impôts qu'elles paient dans tous les pays où elles sont implantées. Loin des cocotiers et des plages de sable fin, les banques se sont tournées vers le Luxembourg, où ils ont enregistré plus d'1,7 milliard d'euros de bénéfices. La Belgique (1,66 milliard), l'Irlande (272 millions), les Pays-Bas (189 millions), Hong-Kong (436 millions) et Singapour (346 millions) offrent à ces établissements un taux d'imposition effectif très bas, voire nul, ou favorisent des pratiques fiscales dommageables.

De plus, les banques comptent trois fois moins d'employés dans les paradis fiscaux que dans les autres pays. Certaines filiales fonctionnent même sans le moindre salarié.

BNP et Société Générale sont les meilleurs élèves en fraude

D'après le même rapport, « *BNP Paribas et la Société Générale sont les banques qui ont, en valeur absolue, les bénéfices les plus importants logés* ». En chiffre, la première a obtenu 2,4 milliards d'euros et la deuxième 1,3 milliard. Rien que ça ! Le Crédit Mutuel quant à lui a « *la plus importante part relative de bénéfices internationaux déclarée dans les paradis fiscaux (44%)* », toujours selon le rapport. Cet établissement a réagi auprès de l'AFP en indiquant ne disposer « *d'aucune filiale directe dans un pays de la liste*

des États ou territoires non coopératifs ». La fiscalité très avantageuse est un deuxième élément d'explication. Et même dans les pays dont le taux légal d'imposition est très bas, les banques ne paient pas toujours autant d'impôts sur



les bénéfiques qu'elles le devraient. Pour Manon Aubry, responsable de plaidoyer Justice Fiscale et Inégalités à Oxfam France: « *Alors que l'on sait que l'évasion fiscale représente pour la France un manque à gagner compris entre 40 et 60 milliards d'euros par an, on voit derrière les résultats de cette étude que l'ère des paradis fiscaux est malheureusement loin d'être révolue. Ils restent au cœur de la stratégie internationale des banques françaises. Comment expliquer les résultats si singuliers enregistrés dans les paradis fiscaux autrement que par les facilités fiscales et réglementaires qu'offrent ces pays?* ».

Comme le dirait Leonardo DiCaprio dans *Le loup de Wall Street* « *Est-ce que c'est légal? Absolument pas!* »

* Hamdi Arslan et D.A.

L'expression « évasion » fiscale est ambiguë. Il faut retenir, dans une acceptation générale, qu'il s'agit de l'évitement de l'impôt, en déplaçant tout ou partie d'un patrimoine ou d'une activité vers un autre pays. En d'autres termes, l'évasion fiscale s'exprime par une violation de la procédure d'imposition, au moyen de diverses manœuvres, ce qui n'est pas à confondre avec la fraude fiscale qui, en revanche, consiste à tromper au moyen de documents falsifiés. L'optimisation fiscale ne doit pas être confondue avec

l'évasion fiscale, il s'agit au contraire d'échapper à l'impôt par des moyens légaux. Littéralement, un paradis fiscal se dit d'un pays où la réglementation monétaire et la fiscalité sont plus souples et plus favorables qu'ailleurs, ce qui attire les capitaux étrangers. Ces États offrent un taux d'imposition très faible (voire inexistant) aux personnes ou particuliers et refusent généralement d'échanger ces informations avec les autorités fiscales d'autres états.

Avec l'appui de sociétés dites « écran

», les multinationales transfèrent leurs actifs vers les paradis fiscaux où sont amassés des biens matériels mais principalement immatériels. Naturellement, il y a très peu de trace de transactions, ce qui rend la tâche plus complexe pour le fisc. A ce jour, l'évasion fiscale fait perdre des sommes astronomiques aux États. Le nombre de multinationales fraudant l'impôt pèse sur les économies étatiques qui cherchent sans ménagement des solutions pour contrer ce fléau.





Derya Adıgüzel

Une vie consacrée à l'éducation

« Dans les années cinquante, il y avait un manque d'infrastructures à Adana. Certaines écoles étaient contraintes de faire trois sessions d'instruction par jour. Malgré cela, les classes n'étaient pas pleines » déclare Mediha Adıgüzel, 92 ans, qui a consacré sa vie à ses élèves. Pendant 37 ans, elle a enseigné à Adana et Istanbul, auprès de 27 écoles publiques et de 10 écoles privées. Du primaire au lycée, elle prenait des cours de français. Encore aujourd'hui, elle récite un poème appris par cœur il y a 85 ans. « Mon petit enfant, lorsque tu vas à l'école, ne perd de temps au long de la rue ; sinon



tu arriveras en retard... » A l'entrée de sa maison, on remarque quatre choses très importantes : un drapeau turc qui exprime son dévouement à la patrie, une photo d'Atatürk avec des élèves à l'occasion de la Grande réforme de l'alphabet, symbole de la modernité turque, puis des photos de famille et des fleurs aux multiples couleurs qui nous donnent une leçon de joie de vivre, quel que soit notre âge. Mme Mediha Adıgüzel est un modèle. Les professeurs d'aujourd'hui devraient la voir comme un exemple grâce aux valeurs qu'elle a conservé pendant 37 ans. L'amour inconditionnel qu'elle porte pour son pays, sa langue, ainsi que le respect et l'affection qu'elle a témoigné à ses élèves font d'elle une pédagogue hors-norme. Cette enseignante bienveillante, telle une encyclopédie vivante, raconte des anecdotes reflétant diverses perspectives de la vie sociale en Turquie. Ne pouvant cacher ses larmes pendant notre conversation, elle se remémore les histoires qui l'ont particulièrement marquée. Pendant ses années à Adana, elle encourageait un de ses élèves à s'investir dans ses études. Un jour, elle lui demanda « Pourquoi ne travailles-tu plus ? » Les larmes lui montent aux yeux lorsqu'elle se souvient de sa réponse bouleversante : « Professeur, comment pourrais-je me concentrer, ma mère est malade et je cherche un travail. » Des groupes entiers d'anciens élèves lui rendent régulièrement visite. Ils viennent des Etats Unis, d'Allemagne et de France. Quant à moi, son petit-fils, je suis toujours fier d'elle et comme eux, m'incline devant cette enseignante de taille.

Maylis de Kerangal : « Être écrivain, c'était un peu un rêve, mais pas un projet »

Maylis de Kerangal, romancière lauréate du Médicis de 2010 pour *Naissance d'un pont*, était de passage à Istanbul afin de recevoir le Prix Notre-Dame de Sion pour son roman *Réparer les vivants*, vendu à 310 000 exemplaires et primé à onze reprises. Nous avons rencontrée au Lycée Notre-Dame de Sion cette femme de lettres qui captive par son style d'écriture photographique mêlant fiction et réalité.



Le Prix Notre Dame de Sion sera votre onzième prix pour *Réparer les vivants*. Que signifie-t-il pour vous ?

C'est un prix décerné à une traduction, c'est donc très émouvant parce que cette dimension est importante pour moi. En effet, ce livre examine les rapports au corps et ceux de l'individu au collectif : tout cela est politique et spirituel. C'est très fort de voir que ce livre fasse écho dans plusieurs cultures et c'est ce qui me touche avec la traduction, qui émane d'ailleurs du Lycée Notre-Dame de Sion. Je suis frappée par l'importance de la langue française dans ce pays. C'est une importance qui perd un peu de son intensité, mais j'ai appris qu'il y avait sept grands lycées francophiles à Istanbul. Cela amène à porter un regard différent sur les relations franco-turques, sur l'influence de la culture, au-delà du patriotisme de la langue nationale. C'est quelque chose de puissant.

Votre roman a été traduit dans plus de vingt langues, comment expliquez-vous que des thèmes comme celui du corps, de la mort ou de la vie rencontrent un tel succès ?

Il y a une universalité qui vient des thèmes du corps, de la mort et du rapport à la connaissance. En fait, ce livre exprime l'idée de faire reculer la mort au terme d'un processus de recherche, qui constitue une dimension universelle du savoir. Aussi, le thème de la mort violente, parce qu'elle peut frapper tout le monde, est émouvant. D'ailleurs, si le roman a été autant traduit, c'est parce qu'il peut être reçu par plusieurs cultures, même auprès de celles qui sont réticentes quant à ce type de geste [ndlr : la transplantation d'organes].

À quel âge avez-vous commencé à écrire ? Pourquoi ?

J'ai commencé tard, vers 28 ans, au bas de l'échelle en tant qu'éditrice de guide de voyage. Écrire des romans, c'est un autre monde, c'est une autre planète. Je me suis retrouvée dans un autre pays, sans ma langue maternelle, étrangère, et j'avais du temps. J'ai eu le désir de ressaisir cette expérience d'éditrice de guide de voyage en lui donnant une forme de fiction. Je ne sais pas d'où c'est venu, peut-être de la lecture, parce que je lis beaucoup. Être écrivain, c'était un peu un rêve, mais pas un projet.

Vous avez dit que vous ne connaissiez pas ce thème en particulier, qu'est-ce qui vous a poussé à écrire sur le don d'organes et à évoquer le sujet de la mort qui peut être délicat ?

C'est une question que l'on m'a beaucoup posée depuis que le livre est sorti et je crois qu'elle pointe bien la singularité du sujet. C'est un livre qui a donné une forme à l'expérience de la mort qui a été la mienne, de la mort de proches qui est intervenue deux ou trois mois avant que je ne commence à écrire le livre.

Cette expérience vous a-t-elle influencée pour l'écriture ?

Si je n'avais pas vécu cette expérience-là, je n'aurais pas écrit ce livre, que j'ai rédigé entre la mort subite d'un proche et la mort attendue d'un autre. Pour moi, il s'agissait de faire valoir dans le langage une expérience attentive de la mort qui n'est pas associée à un sujet.

Est-ce que l'écriture vous a aidé à surmonter ces deuils ?

Surmonter non, mais donner une forme peut-être. Je ne crois pas que l'écriture ait une dimension réparatrice, ce n'est ni un refuge, ni une thérapie. En revanche, on traverse la vie et ses moments d'émotions très forts, comme tomber amoureux, perdre un ami. La littérature permet de leur donner une forme, de les lire et de les comprendre. C'était une période très importante puisque j'ai perdu deux personnes très proches, ce qui constituait une forme de violence que je n'avais pas vécue avant. Je m'intéresse à un aspect analogique de la mort, qui prend la forme d'une transplantation cardiaque, bien que ce soit une chose que je n'ai pas vécue. C'est vrai

que le livre amène une forme de positivité puisqu'il comporte un élément de sauvetage. Ce garçon est mort, il ne continue pas de vivre dans le corps des autres, mais la vie de ses organes est sauvée, et c'est quelque chose qui continue de m'émerveiller.

Votre roman n'est pas militant, mais cherchez-vous à sensibiliser, voire à influencer vos lecteurs quant au transfert d'organes ?

Pas du tout. J'estime que la littérature ne doit pas être assujettie, dominée, gouvernée ou surplombée, par quelque chose d'extérieur à elle, que ce soit par l'engagement politique ou militant. J'ai une certaine méfiance pour ce genre de discours où la fiction devrait par exemple prendre en charge une idée sur le don d'organes. En revanche, ce que j'aime, c'est créer des fictions où il se tisse des choses du monde. C'est cela qui fait l'engagement.



Maylis de Kerangal

Pourquoi avoir choisi la littérature comme forme d'expression artistique ?

Si j'écris, c'est parce que c'est un type de rapport au langage qui me procure une liberté que je ne ressens pas ailleurs. Pour écrire je n'ai besoin de rien, il faut juste que mon ordinateur soit chargé. Il y a une grande légèreté de moyens et du coup, une grande liberté.

Est-ce que votre succès vous a surpris ?

D'abord, ça a été long. Je publie depuis maintenant 15 ans et mes premiers textes ont été reçus dans une forme d'indifférence. D'ailleurs, ce qui me touche dans cette histoire, c'est que ce n'est pas arrivé comme ça. Même le succès de *Réparer les vivants* a été précédé par celui de *Naissance d'un pont*. Le succès ne m'est tombé pas dessus, il est venu au fur et à mesure et correspond exactement au chemin qui est le mien. J'ai évolué, trouvé mon style et stabilisé une langue.

***Réparer les vivants* fera son apparition au grand écran à l'automne prochain, avez-vous collaboré avec la réalisatrice ? Avez-vous interféré pour le choix des acteurs ?**

Non, mais j'ai lu le scénario au fur et à mesure. Pour le choix des acteurs, je ne suis pas du tout intervenue. Je crois qu'une réalisatrice a le désir de filmer un certain corps d'acteur, il lui faut cette liberté. La réalisatrice fait son film et transfère cette histoire au cinéma dans un autre langage, une autre grammaire. Mais pour l'avoir vu hier soir pour la première fois, l'entièreté du livre est présente.

* Paul de Villepin Yasmine Mehdi



La nation aux multiples visages

Perdez-vous dans les dédales de Dublin, et vous croiserez sûrement une sympathique Keira O'Connor aux yeux verts et à la crinière rousse pour vous aider à retrouver la Guinness Storehouse. La même chose se produirait sans doute à Saint-Petersbourg, sauf que cette fois, vous vous dirigiez vers un aimable Vladislav Ivanov à la mâchoire carrée et aux yeux bleus qui vous indiquera dans un anglais très approximatif le chemin du musée de l'Hermitage.

Dans la grande majorité des pays, il est facile de reconnaître l'habitant local de par des critères purement physiques. Ceux qui ont effectué un séjour en Turquie vous diront que ce n'est nullement le cas dans ce pays à la croisée des continents. Là où on pourrait s'imaginer que le Turc typique a la peau mate, les cheveux noirs et les yeux foncés accompagnés de sourcils fournis, on s'aperçoit vite que ces clichés ne parviennent pas à cerner la mosaïque ethnico-culturelle turque à sa juste valeur.

D'ailleurs, le caractère polyculturel du peuple turc pourrait faire pâlir certains pays comme les États-Unis et son mythe du *melting pot* ou encore la France et sa phobie du communautarisme. En effet, pour ces pays dits d'immigration, la rhétorique du multiculturalisme s'essouffle à fur et à mesure que les communautés ne

se mélangent pas, mais se divisent. Ainsi, aux États-Unis, bien qu'ils partagent le même passeport, tous les citoyens ne se disent pas Américains de la même façon. Entre les afro-américains, les latinos et les asio-américains, le vocabulaire même par lequel se définissent les communautés ethniques est un témoignage d'une division importante au sein de la nation américaine.

Pour prendre l'exemple français, il convient de rappeler le documentaire *Les Français, c'est les autres* qui avait fait couler beaucoup d'encre lors de sa diffusion en février dernier. Ce dernier témoignait d'une réalité troublante : dans les banlieues françaises, les jeunes issus de la 2^e, ou de la 3^e génération d'immigration ne se sentent pas Français puisque, comme le dit une lycéenne : « Pour être français, il faut être blanc. » Dans un pays où un enfant sur cinq a au moins un parent étranger, cette impasse identitaire est particulièrement inquiétante puisqu'elle s'oppose au concept de fraternité en plus de débranler l'appartenance civique à la nation, pourtant deux idéaux républicains.

Revenons à la Turquie. Si c'est la laïcité qui lui a taillé une place parmi les États modernes de ce monde, on néglige trop souvent de saluer la modernité et l'universalité de la citoyenneté turque, même si

celle-ci ravirait Ernest Renan et son modèle contractuel de la nation.

En effet, composée de plusieurs dizaines de peuples ethniques et religieux parmi lesquels les Alevites, les Kurdes, les Bosniaques ou les Lazes, la force de la nationalité turque comme elle a été pensée à la naissance de la République s'inscrit dans son appartenance à la nation selon des critères objectifs hormis l'ethnicité ou la religion.

C'est d'ailleurs en 1839, avec le traité de Gülhane, qu'un premier désir de donner une citoyenneté égale aux Ottomans, sans distinction religieuse, a été concrétisé par Abdülmejid I^{er}. Plus tard, c'est Celâl Bayar, président turc du 20^e siècle, qui s'est inscrit dans cette démarche de citoyenneté civique en disant qu'il considérait que : « tout citoyen qui dit 'Je suis Turc' est un Turc. » Cette idée est d'ailleurs reprise dans l'article 66 de l'actuelle Constitution turque, qui décrète que « Tous ceux qui sont liés à l'État turc par le lien de la citoyenneté sont des Turcs. »

Ainsi, que leurs origines soient Bulgare ou Anatolienne, que leur peau soit blanche ou mate, que leurs yeux soient marrons ou verts, les citoyens turcs partagent pour la plupart un attachement, si ce n'est un



amour, pour leur nation. Il y a d'ailleurs fort à parier que ces citoyens aux caractéristiques physiques et ethnico-religieuses si différentes ont pour la plupart un drapeau de la Turquie ou un portrait d'Atatürk quelque part dans leur foyer.

L'auteure de ce texte n'étant pas spécialiste de l'histoire ou de la politique turque, celui-ci ne se veut pas une réflexion à proprement dit, mais plutôt une réaction à l'émerveillement que peut ressentir un touriste ou un expatrié en voyant des individus d'apparence asiatique, européenne ou arabe se retrouver devant des tables remplies d'assiettes de poisson, de verres de Raki et de planches de tavlâ tout en partageant une langue, une nation et un héritage commun. Une belle leçon pour les pays du Nord, qu'il serait dommage de reléguer aux oubliettes à cause des tensions ethnico-religieuses qui secouent présentement le pays.

* Yasmine Mehdi

Aşut Fiberglass, un fleuron turc international toujours proche de son Mersin natal

Le 21 mai dernier avait lieu la soirée du 50^e anniversaire d'Aşut, numéro un de l'industrie de la fibre de verre en Turquie. Une opportunité pour cette compagnie familiale basée à Mersin de rendre un hommage à son passé, mais aussi de célébrer son succès actuel.

Aşut, une histoire de famille

Plus de 400 convives se sont retrouvés dans la zone industrielle de Mersin, au sein même de l'usine Aşut, afin de célébrer en grande pompe le cinquantième anniversaire du fleuron mersinois.

La compagnie, fondée en 1966 par Burhanettin Aşut, est aujourd'hui gérée par ses trois fils, qui ont appris le métier aux côtés de leur père. C'est après un voyage en Allemagne, où le fondateur de l'entreprise a découvert la fibre de verre, que celui-ci a décidé d'importer cette technologie en Turquie.

Horst Strubel, l'Allemand qui a initié Burhanettin Aşut à la fibre de verre, était d'ailleurs présent à la soirée afin d'y recevoir un prix d'honneur. Le président de l'entreprise, Serafettin Aşut a déclaré : « Nous souhaitons une longue vie à notre

cher ami qui, à cette époque, a accepté de partager ses connaissances sans jalousie. Sans la curiosité de notre père et le sens du partage de monsieur Strubel, la compagnie n'aurait pas été ce qu'elle est aujourd'hui. Il n'a pas seulement contribué au succès d'Aşut, mais bien à celui de tout l'entrepreneuriat turc. »

Si 25 employés travaillaient à l'usine lors de sa fondation, on en compte aujourd'hui 170. Depuis 2000, Aşut a par ailleurs diversifié ses horizons en se lançant dans l'export. À l'heure actuelle, 75% de la production est destinée à des pays du Proche-Orient, de l'Europe ou des Amériques.

« Je suis très heureux de fêter ce soir le 50^e anniversaire de l'entreprise, qui a été fondée par notre père, et que nous transmettons à nos fils. La clé de notre réussite a été la persévérance. Même quand les temps étaient difficiles, nous n'avons jamais baissé les bras », a commenté le vice-président Fathrettin Aşut, visiblement ému.

Mualla Aşut, qui a accompagné son époux Serafettin tout au long de l'ascension de la compagnie, partageait cette émotion : « J'ai toujours été à ses côtés et j'ai eu une part très importante dans sa réussite. J'ai su soutenir mon mari et l'aider parce que

je crois en lui, que je lui fais confiance et que je l'aime ». Elle espère d'ailleurs voir ses deux fils, issus de la troisième génération Aşut, récupérer le flambeau familial au terme de leurs études.

Un clin d'œil à la ville de Mersin

Si les trois quarts de la production sont exportés hors du territoire turc, Aşut n'a pour autant pas oublié ses racines locales. Un lien privilégié que le préfet de Mersin, Özdemir Çakacak, présent à la soirée, a particulièrement apprécié. Il a d'ailleurs chaleureusement remercié l'entreprise : « Dans cette période difficile, Aşut continue à embaucher des travailleurs et participe activement à la vitalité économique de Mersin » a-t-il rappelé, le sourire aux lèvres. Par ailleurs, plus d'une vingtaine de travailleurs ont reçu des prix, certains ayant rejoint la compagnie depuis plus de 20 ans. Cette remise de prix a consolidé le lien fort que l'entreprise entretient avec ses salariés.

En effet, alors qu'aucune formation professionnelle turque n'est dédiée à la fibre de verre, Aşut a innové en faisant le pari de former entièrement ses employés au sein de l'entreprise. Le président de la compagnie, Serafettin Aşut, attribue



d'ailleurs son succès au travail d'équipe. Lors de son allocution, il a expliqué : « En tant que compagnie, ce que nous possédons de plus cher n'est pas nos machines ou nos locaux, mais bien nos employés, qui mettent leur compétence au service de la grande famille Aşut. »

Il faut cependant préciser que l'attachement d'Aşut à la ville de Mersin ne s'arrête pas à la sphère socio-économique. En effet, le groupe de musique choisi pour animer la soirée d'anniversaire, Grup Mega, est originaire de la ville portuaire. Une façon supplémentaire de s'investir dans la vie culturelle locale.

Ainsi, par son engagement dans les domaines économique, social et culturel, Aşut Fiberglass s'illustre comme l'un des exemples à suivre par les compagnies turques à l'étranger. C'est sûrement grâce à cet équilibre entre internationalisation et régionalisation qu'Aşut continuera à fêter bien des anniversaires.

* Y. M.

Aujourd'hui
la Turquie

Edité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Directeur de la rédaction : Hossein Latif Dizadj • Rédactrice en chef : Mireille Sadège • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0718 1 89645 • www.aujourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. n. 59 İstanbul • Tél. 0216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif • Yazışmaları Müdürü: Mireille Sadège • Yayın Koordinasyonu: Kemal Belgin • Sorumlu Yazışmaları Müdürü: Ahmet Altunbaş • Conseiller juridique : Bahar Özeray • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Atilla Dorsay, Ayhan Cöner, Berk Mansur Delipinar, Bülent Akarcalı, Celal

Biyyıkloğlu, Daniel Latif, Doğan Sumar, Egemen Berköz, Enver Koltuk, Erkan Oyal, Eren Paykal, Ersin Üçkardeş, Ezgi Biçer, Gürkan Kınacı, Hugues Richard, Hasan Latif, İlhan Kesici, İnci Kara, Jean-Michel Tricart, Kasım Zoto, Kemal Belgin, Merter Özay, Merve Şahin, Müyesser Saka, Nevzat Yalçıntaş, Nolvann Allano, Onur Eren, Onursal Özatacan, Osman Necmi Gürmen, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sönmez Köksal, Yasemin İnceoğlu, Ali Doğan Çamak, Mehmet Şakir Ersoy, Hacer Kuru, Sirma Parman, Arzu Kunt • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Uniprint Basım San ve Tic Aş. • Correspondants : Neyran Elden (Strasbourg), Sandrine Akrin (Toulouse), Duygu Erdoğan (New York), Sinem Çakmak (Bruxelle) • Conception: Ersin Üçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Apa Uniprint Basım AŞ. Hadimköy m. 434 s. 34555 Arnavutköy Tel: 0212 798 28 40 • Distribution: NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biyyıkloğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com



Daniel Latif

Quelle est cette soudaine mode lancée par quelques joueurs français de cautionner le cassage de raquette ?

Prenant la défense de Grigor Dimitrov qui a pétié les plombs en finale de l'Open d'Istanbul face à Diego Schwartzman, ces amuseurs de galerie ne se sont jamais illustrés dans leur parcours tennistique. Et quand on n'est pas doué dans l'art du placement de balle, du beau et bon jeu, que fait-on ? On compense sur autre chose. Ainsi, ces pétages de plomb n'ont absolument rien à faire sur un court, n'ont aucun mérite à être médiatisés.



Quand les journalistes se tirent une balle dans le pied

Car c'est là où la dérive intervient, ces coups de colère intéressent les journalistes comme Julien Reboullet qui ne voyant plus d'intérêt au match à proprement parler consacre une double page dans l'Équipe du mardi 3 mai 2016 intitulée « L'art de bien casser sa raquette » et écrit qu'il s'agit d'« un geste d'humeur (...) presque raisonné, le pétage de plomb. Ce qui le rend d'autant plus intéressant ». Ce dernier va même remettre en question le code de conduite du tennis « créé dans les années 1970 » comme trop « rigide, voire castrateur » et encore « briderait les émotions et irait jusqu'à retirer une forme

Une attitude à deux balles

d'humanité à des joueurs robotisés ». Non, chers confrères, l'humanité du tennis ne passe pas par un cassage de raquette. L'humanité du tennis passe par la raison, la sagesse et la transmission. Le joueur Chypriote Marcos Baghdatis devrait avoir honte de se vanter d'avoir cassé quatre raquettes d'affiliée en 2012 à l'Open d'Australie. Au lieu de ça, il confesse fièrement « je m'en foutais ! Complètement. Les gens ont rigolé. En voyant la scène et moi aussi. Pour dire à quel point je n'ai pas honte, je l'ai montré à ma fille. Elle est trop petite pour comprendre. Elle n'a pas quatre ans. Mais elle jette sa raquette aussi ! ». Si certains vont jusqu'à comparer ce qui se passe dans le foot, d'autres répliquent que le tennis, n'a pas les valeurs du foot et n'en déplaise à certains démocrates du sport de raquette, il est comme pour le golf un sport d'élite. Un sport où l'on respecte le silence pendant le jeu, où le public ne vocifère pas des insultes envers l'arbitre, un milieu où le hooliganisme n'a pas sa place.

Voilà un exemple éblouissant de la décadence du bon esprit que le tennis avait pour valeur jusqu'à maintenant. Car briser une raquette c'est un signe de faiblesse, un signe de mauvais esprit, un acte égoïste et un moment d'aliénation choquant du joueur. Car une raquette a un certain coût. Et ces séquences inadmissibles me rappellent ce que Mansour Bahrami m'avait confié lorsqu'il faisait ses premiers pas dans le tennis et qu'il avait dû se confier la sienne avec un cadre en bois.

Les bras cassés du tennis

Ces journalistes défenseurs d'une certaine justice incohérente, aiment à rappeler les frasques des autres joueurs comme John McEnroe mais à leur différence ces quel-

ques joueurs déviants ont connu le succès en grand chelem — des ingrédients que l'on retrouve lors du Trophée des Légendes, chaque année à Roland Garros. Chose que nos cancrès n'ont toujours pas connue. Ainsi Richard Gasquet, Gilles Simon, Nicolas Mahut ou encore Marcos Baghdatis ont ce point commun : ils trouvent ça drôle voire normal.

Pourtant l'image du tennis, le beau tennis que l'on veut voir c'est qu'un joueur — qu'il soit gagnant ou perdant — offre sa raquette à ces jeunes, ces passionnés qui attendent infatigablement à la fin du match un autographe, une photo, un poignet éponge, un bandeau, une balle ? Mais il faut avouer qu'on voit rarement un joueur offrir sa raquette. Ce geste aurait pourtant le mérite, au-delà d'être un souvenir des plus authentiques d'une rencontre, d'encourager les prochains champions de tennis. C'est pourquoi le plaidoyer de ces quelques joueurs et autres journalistes médiocres qui ne cherchent que les moments insolites du tennis ne tient pas debout. En effet, le tennis non robotisé et humanisé ne passe définitivement pas par la tolérance d'insultes et de menaces mais par le beau jeu technique, la maîtrise de soi et un peu d'humour.

A-t-on déjà vu un joueur de foot déchirer son maillot ou crever un ballon ?

Dans les sports les plus extrêmes comme le hockey sur glace, par exemple, les joueurs sabrent-ils volontairement leur crosse ?

Les pongistes jettent-ils leur raquette tout en retournant la table ?

La grandeur d'un joueur vient de sa capacité à se réjouir humblement dans sa victoire et à tirer les leçons avec philosophie de ses défaites.

Et c'est sans doute ça l'esprit sportif.

* Crédit photo : Jan McIntyre



Anaïs Kleiber

Chats des villes

La belle saison s'annonce à Istanbul par la tiédeur de la brise, la note peut-être plus aiguë des marchands... et les cris des chats en rut. Les bagarres entre mâles qui se disputent une chatte font vibrer le pavé lorsque le soir tombe; le matin, on les retrouve balafrés et affalés sur les capots des voitures. Les autres vont et viennent; et l'on s'attendrait presque à les voir se commander un verre de thé ou lire le journal à la façon des humains qu'ils côtoient.

L'univers des chats de rue fait partie intégrante d'Istanbul. Certes, ils effraient certaines personnes, sont dénigrés. Comme ils plongent dans les bennes à ordures, ils sont jugés malpropres; de plus, fourbes et voleurs, toujours à l'affût sur le seuil d'une boutique ou guetant d'en haut les dîneurs attablés...

Il y a pourtant un lien particulier entre habitants et chats d'Istanbul, visible à chaque coin de rue par une somnolence sur des genoux ou encore un bref et familier



dialogue fait de murmures et de miaulements.

Les chats sont parfaitement soignés (trop, peut-être?) dans certains quartiers, depuis les pentes du parc Abbasaga de Beşiktaş jusqu'aux rues ombragées de Moda ou Cihangir : on leur bâtit là des maisonnettes en carton et les monticules de croquettes s'aperçoivent sur tous les trottoirs. Mais partout dans la ville, les chats sont bien là, avec leurs solides avantages... Qu'ils soient des voyous de rue, des câlinés d'échoppe ou des adoptés à collier, ils ajoutent en effet de la couleur au pavé et contribuent à cette atmosphère de douce et langoureuse oisiveté qui contraste si fort avec le trafic nerveux de la mégapole.

Dans les grandes cités européennes, même dans celles où l'on s'attendrait à en voir par centaines, les chats se comptent sur les doigts d'une main. Naples et Lisbonne, qui par certains côtés rappellent Istanbul, n'en accueillent que quelques maigres grappes... Pas assez pour donner ce sentiment de paix confus, parfois inconscient, qui naît de la proximité et du contact avec des chats assoupis au soleil, et qui pourrait bien atténuer le stress infligé par la ville moderne.

Pour qui connaît ces bienfaits de la présence féline dans une grande ville, le manque se ressent le long des rues des capitales d'Europe. Les bars à chats, inspirés du phénomène japonais, se créent ici et là... S'apaiser grâce aux chats se fait en huis clos, avec boissons et coussins. A Istanbul, cet acte peut se faire chaque jour, au hasard des rues, dans n'importe quel café... et surtout, avec le charme de la nature.

Beşiktaş : un retour gagnant à la maison

Les aigles noirs ont enfin retrouvé leur nid. Après trois ans de travaux qui comprennent la démolition et la reconstruction du stade, les supporters du Beşiktaş Istanbul ont retrouvé leur stade mythique. Son emplacement exceptionnel donne sur une vue plongeante du Bosphore et du palais de Dolmabahçe. Le Stade Vodafone Arena vient ainsi remplacer l'ancien stade İnönü. Disposant de 42.000 places, ce nouveau stade est un joyau technologique. Il est en effet ultra-connecté: la WIFI y est présente partout et les sièges des tribunes centrales comprennent des écrans incrustés afin de suivre les moments forts des matchs. Il est autonome énergiquement, puisque des panneaux solaires ont été placés sur le toit, ainsi que des récupérateurs d'eaux servent à arroser la pelouse. Ce stade a été conçu de sorte à avoir des tribunes à proximité de la pelouse, afin d'obtenir un espace clos et résonnant. Ce bijou architectural a coûté 100 millions d'euros. C'est d'ailleurs en raison de ce prix onéreux que le stade porte le nom d'une compagnie téléphonique, puisqu'il s'agit là d'une stratégie visant à renflouer les comptes du club. Beşiktaş est un quartier historiquement ancré au sein de la mouvance de gauche



anticapitaliste, son club de football représente les classes populaires, anarchistes, communistes et anti-système. Il est d'ailleurs jumelé avec l'équipe italienne de Libourne, où est né le parti communiste italien. Cette anecdote témoigne de l'engagement très à gauche des supporters. Qui plus est, le plus grand groupe de supporters du Beşiktaş, Çarşı, est aussi singulier par sa politisation et son hostilité assumée à l'égard du pouvoir en place.

Cette politisation pourrait étonner au premier abord. Depuis plusieurs années, le football est en effet considéré comme un moyen d'endormir les foules. Il fait office d'opium du peuple. Cet exutoire permet de les éloigner du débat politique. Mais pour

les membres de Çarşı, l'engagement se vit de manière différente puisqu'ils perçoivent ce sport, dont le succès auprès du peuple n'est plus à prouver, comme une manière de donner un écho à leur engagement politique. C'est pourquoi cette association se différencie aussi par les valeurs qu'elle défend. En effet, au-delà du soutien sportif, Çarşı prône aussi l'antiracisme, l'antifascisme, l'anti-sexisme, la justice sociale et la défense de la cause environnementale. Les supports mènent des actions en ce sens. Il ne s'agit donc pas d'une association classique qui limiterait son activité au giron footballistique. C'est d'ailleurs ce rayon d'activité étendu qui lui confère sa grande popularité.

Le dimanche 16 avril, le stade de Beşiktaş a été inauguré à huit-clos. 6.000 personnes triées sur le volet ont pu assister au discours du chef de l'Etat dans l'une des nombreuses salles de conférences de presse. Le président turc en a profité pour échanger quelques passes avec son premier Ministre dans un stade vide, sécurité et bon sens obligent.

* Hamdi Arslan

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturquie.com

Paul Badura Skoda : le membre émérite du jury du Concours International de Piano Istanbul Orchestra'sion, revient sur sa prestigieuse carrière

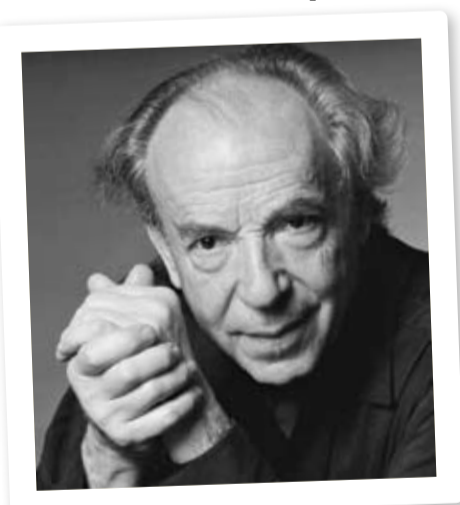
Né en 1927, à Vienne, en Autriche, Paul Badura Skoda a incontestablement inscrit son nom dans le monde du piano. De Wiesenthal à Fischer, Paul Badura Skoda a suivi les enseignements d'artistes de renom. Alors que la guerre frappait le pays, l'adolescent qu'il était se renfermait sur son piano, qu'il considérait comme une échappatoire à toutes ces horreurs. « La musique nous donne le courage de survivre et la joie de vivre », voilà la définition de Paul Badura Skoda. Agé de 88 ans mais toujours plein d'énergie, nous avons rencontré ce pianiste qui raconte son histoire chargée de poésie et de mélancolie.

Tout d'abord, nous aimerions revenir sur votre parcours en commençant par vos débuts dans le piano, qui vous a initié à cet instrument ?

J'ai commencé à jouer du piano à l'âge de six ans, aujourd'hui j'en ai 88. Au début je n'avais pas l'intention de devenir musicien, c'était normal dans les familles bourgeoises de Vienne qu'un enfant apprenne à jouer un instrument, le piano de préférence mais aussi le violon, la flûte ou la guitare. J'étais également assez doué dans le dessin, plus que dans la peinture. Peu à peu, la musique est devenue le centre de mon activité. Cela est arrivé à partir de mon adolescence, on a vécu un temps horrible, cinq ans de guerre, beaucoup de morts, notamment parmi mes proches. Je trouvais que la musique allait au-delà de toutes ces horreurs, elle nous donne le courage de survivre et la joie de vivre.

A quel moment le piano est devenu partie intégrante de votre vie ?

A l'âge de 14 ou 15 ans, je me suis dit « Voilà, le piano, c'est ma vie. » J'ai abandonné mes autres études, j'étais doué pour les mathématiques, la physique et les sciences naturelles. Je pensais devenir ingénieur ou un homme de science, peut-être aurais-je fait de grandes inventions dans le monde atomique.



Pourquoi avoir choisi le piano ?

Il y avait un bon piano dans notre appartement. Mon père est mort quand j'étais encore un petit enfant. Tous les frères de ma mère jouaient assez bien du piano, ils m'ont beaucoup inspiré. Puis j'ai rencontré mon premier professeur de piano, Madame Wiesenthal. Elle vivait avec nous dans notre appartement et travaillait sur le même piano que moi. J'étais habitué à entendre les merveilleuses pièces qu'elle jouait pour elle-même, comme l'étude Révolutionnaire (opus 10 n° 12) de Chopin, ou une des dernières balades de Brahms, que j'ai encore en mémoire. Madame Wiesen-



thal m'a confié à son amie, Viola Thern, avec elle j'ai donc appris les œuvres de Liszt mais aussi de Chopin. Ensuite, j'ai eu un autre professeur qui s'appelait Schulhov, un des plus grands virtuoses que j'aie connus dans ma vie. C'était un artiste libre qui transformait le piano en un véritable orchestre. Enfin, mon dernier professeur était Edwin Fischer. J'ai de très bons souvenirs de mes professeurs en général.

Quel est selon vous le rôle de l'éducation musicale et quelle est la part de l'environnement dans les débuts d'un artiste ?

Il ne suffit pas d'appuyer sur les touches blanches et noires, il faut avoir une vie riche d'expériences pour donner un sens à ce que l'on fait. Je pense qu'il est important de suivre ce qui se passe dans le monde. Les jeunes d'aujourd'hui ont un avantage puisque notre monde actuel est devenu un monde global, on est en contact avec le monde entier. A notre époque, on était enfermés sur nous-mêmes. Avoir grandi dans le centre de la musique classique et contemporaine, à Vienne, a été propice à ce que je devienne musicien. J'étais entouré de musique, on chantait, on entendait la musique partout, dans les concerts et à la radio.

Avec quelle composition votre carrière a commencé ?

Une des premières œuvres que je jouais avec succès, c'était le *Carnaval de Schumann* et les sonates de Beethoven. Mozart et Schubert, qui sont devenus les grands amours de ma vie, sont arrivés un peu plus tard.

Enfant, je jouais Mozart, c'est une chose spéciale parce qu'on le joue bien quand on est enfant. Après l'adolescence, on

trouve Mozart trop simple, et on n'arrive pas à le comprendre et le jouer correctement. Artur Schnabel disait « Mozart trop facile pour les enfants, trop difficile pour les adultes » et c'est vrai. Quand on voit la finesse et la perfection de Mozart, cela fait peur. Si on ne joue que les notes, on se dit que c'est une musique assez banale, et quand on le joue en étant inspiré par la beauté qui vient du ciel, c'est une musique des plus émouvantes qui parle à notre cœur.

Quelle est l'importance d'un concours pour un candidat ?

Les concours musicaux sont les seules possibilités pour un jeune talent encore inconnu de se faire connaître. Le concours donne la possibilité d'être jugé de façon juste. J'ai connu un jeune autrichien, il n'a pas fait de grande carrière mais pendant dix ans, il était sauvé à chaque concours, son jeu était bon, il me disait « Je fréquente les concours, j'ai toujours la chance d'être entre le deuxième et le cinquième prix, avec cela je suis bien payé, je peux faire ma vie jusqu'à l'âge de la retraite du concours » qui est normalement fixée à 30 ans, parfois plus tard.

Que pensez-vous du concours organisé par Notre Dame de Sion ?

Je suis ravi de l'ambiance amicale entre tous ceux qui travaillent pour le concours. Fabienne, Emmanuelle, Aylin et vous, Mireille... Vous êtes toutes très disponibles pour les participants. C'est un concours très bien organisé. Les jeunes qui participent ont à leur disposition des pianos, ce qui est très important. Pour le jury, ce n'est pas évident quand nous avons vingt pianistes et qu'il ne faut en retenir que douze alors qu'ils sont tous d'un excellent niveau. Je suis

content de voir que tous ceux qui entrent dans la deuxième partie de la compétition sont de l'Est de l'Europe. Il y a cinq ou six Turcs dont deux en demi-finale, ils sont d'un très bon niveau. Aujourd'hui, il n'y a plus de différences entre les écoles. Avant, il y avait une grande différence entre l'école allemande, autrichienne, russe et française. Aujourd'hui, ces différences n'existent plus, qu'on soit en Chine ou en Ouzbékistan, on connaît les chefs d'œuvres de la musique française, polonaise, russe...

Dans la semaine du Concours discutez aussi bien avec les candidats retenus et ceux éliminés, de quoi avez-vous parlé ?

Les candidats éliminés se demandent toujours pourquoi ils ont été éliminés. Il y a deux jeunes qui ont été éliminés à cause d'une faute de choix du programme. Ils avaient très bien joué, mais un d'entre eux avait mal compris. Au lieu d'une étude, prévue dans le règlement, il a joué un prélude de Rachmaninov. Je lui ai donc expliqué son erreur.

Je n'ai connu qu'un seul candidat qui n'a pas été retenu, les autres me sont inconnus. Tous les Russes me connaissent. A plusieurs reprises j'ai fait des cours de perfectionnement au conservatoire de Moscou, où il y a de grands talents, et certains des candidats y étaient et se souvenaient de ce que je leur avais dit.



Que pensez-vous d'Istanbul ?

Je connais Istanbul, j'étais venu en 1960, il y a 55 ans. La ville a beaucoup changé, c'est devenu une ville parfaitement moderne. L'ambiance était très différente avant, à l'époque où j'étais venu. Je pense que la ville ne comptait que deux millions d'habitants, aujourd'hui il y en a quinze millions, vous imaginez ? C'est dingue. La vie était plus simple. Il y a un énorme changement en termes de musique également. Quand j'étais venu la première fois, il n'y avait pas de salle de concert, on jouait dans un cinéma dont j'ai oublié le nom. C'est après que des grandes salles ont été construites, puis l'opéra. Les conservatoires sont également de plus en plus fréquentés.

* Mireille Sadège et Kheira Djouhri



Nami Başer

Les prix littéraires de Notre Dame de Sion

Parfois il y a d'étranges retrouvailles entre la vie et la littérature, entre le train quotidien de notre existence et le merveilleux de l'art qui arrive à nous rejoindre là où nous l'attendions le moins. C'est ce que nous pouvons appeler le miracle de la re-création technique de notre présence au monde. C'est un roman traitant de cette question, celle du va-et-vient entre ce qui nous échoit comme vivant et ce qui peut se séparer de nous comme partie de notre corps, qui a remporté le Prix Littéraire du lycée Notre Dame de Sion 2016.

Il s'agit du roman de Maylis de Kerangal, intitulé "Réparer les vivants", qui a déjà remporté 10 prix différents depuis sa parution en France, en 2014. Le livre relate une opération chirurgicale pendant laquelle on prélève les organes d'un jeune de 19 ans pour les transférer à des malades qui attendent de revenir à la vie par des transplantations diverses et compliquées. Nous assistons donc, à travers un point de vue externe, aux 24 heures de l'agonie poignante de Simon, jusqu'à sa mort. La tension est à son comble, entre l'espoir de tout reprendre et la désolation de tout perdre. S'il n'est plus là, d'autres retrouveront une vie nouvelle et repartiront de plus belle, ce qui justement s'appelle une réparation. J'ai eu le livre entre les mains en sortant de l'hôpital, après une opération du cœur. C'est comme s'il avait été écrit spécialement pour moi, me rappelant les jours où la maladie semblait s'éterniser en pensant que je n'allais peut-être plus jamais en sortir.

C'est ce sentiment de vertige, d'infini en quelque sorte négatif que nous donne ce livre. C'est ce par quoi il rejoint la vie ou plutôt notre for intérieur quand nous vivons. On peut même penser que c'est le but de la littérature en général et que la grande littérature arrive à réaliser cela mais dans mon cas particulier j'ai eu, en plus, l'impression que le livre parlait précisément de moi et de ce moment de ma vie où la maladie me menaçait fortement, me forçant à rester dans mon lit sans pouvoir espérer une réparation.

C'est pourquoi "Réparer les vivants" s'adressait directement à moi. C'est justement cela que j'ai appelé les retrouvailles de l'art et de la vie. Oscar Wilde disait que c'est la vie qui imitait l'art. Cette fois-ci il s'agissait en somme des deux ensemble : l'art et la vie s'interpénétraient pour mieux nous faire ressentir leur source commune.

Dans son poème "Anywhere out of the World", "N'importe où hors du monde" Baudelaire se plaignait de notre planète. Il écrivait "Cette vie est un hôpital où chaque malade est possédé du désir de changer de lit. Celui-ci voudrait souffrir en face du poêle, et celui-là croit qu'il guérirait à côté de la fenêtre". C'est trop affligeant. Dans son livre, Maylis de Kerangal nous suggère que même dans ce cas nous pouvons espérer.

Entre trois mers, l'exposition de l'IFEA au Centre d'Art Arkas



Lucien Arkas

Charles Fries

Izmir, ville économique et culturelle, capitale de l'empire maritime Arkas, accueille le Centre d'Art éponyme où se succèdent des expositions aussi techniques que documentées. Non sans fierté, l'équipe scientifique franco-turque a présenté une sélection de cartes accessibles au grand public qui a fait l'objet d'un vernissage le 5 mai, en présence de Lucien Arkas et de l'ambassadeur de France en Turquie, S.E. Monsieur Charles Fries. La douzième exposition du Centre, « Entre trois mers, cartographie ottomane et français des Dardanelles et du Bosphore du XVII^e au XIX^e siècle » ne déroge pas à la règle.

Une exposition franco-turque

L'émotion s'est fait sentir lorsque Jean-François Pérouse, directeur de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes) et l'équipe de chercheurs ont annoncé lors de la conférence de presse, qu'il

s'agissait de l'aboutissement d'un travail de recherche de dix années. Si l'exposition réunit une sélection rigoureuse de cartes, le catalogue, rédigé en français et en turc, regroupe l'ensemble des documents: feuilles de route, cartes militaires, calculs de distances et ébauches de tracés... Empruntés aussi bien à des services publics qu'à des collections privées, l'originalité réside dans le croisement des regards et des analyses, puisqu'ils sont issus d'archives françaises et ottomanes.

De l'histoire maritime ottomane à une histoire politique

Jean-François Pérouse déclare: « En élaborant ce travail, notre souci scientifique était à la fois de mettre en lumière les travaux provenant de différents pays et d'acquiescer de nouveaux points de vue en nous débarrassant des structures géographiques et temporelles ». A travers le système constitué par les cartes, c'est tout un pan de la culture turque qui est donné à voir. En effet, les analyses découlent des différentes perceptions et les erreurs apportent de la valeur. Dejanirah Couto, Maître de conférences en sciences historiques et philologiques, a consacré son travail aux détroits des Dardanelles. Selon elle, « la cartographie est un monde sans frontière qui permet une circulation globale des idées ». Entre quête du passé

et présent stratégique, les cartes témoignent des enjeux géopolitiques, diplomatiques, militaires et scientifiques.

« Il y a une conscience des archives qui est en train d'émerger en Turquie »

La digitalisation des documents selon les normes de la BNF a été fondamentale et révélatrice du travail de titan qui a été fourni en amont. « Il a fallu chercher la matière auprès des différents partenaires et institutions puis faire un tri énorme.

C'était motivant de voir que les éléments concordent et confirment nos analyses ». L'équipe a opéré un travail selon un ordre chronologique. Résonnant comme un appel à la curiosité, l'exposition fait aussi état de l'histoire de la cartographie comme science, avec ses périodes obscures et d'autres, fortement détaillées. Elle vient également souligner les techniques et méthodes employées pour l'élaboration des cartes. Passionnés d'histoire, rendez-vous au Centre d'Art Arkas d'Izmir jusqu'au 31 juillet.



* Manon Guilbert

Juin, le mois de la musique classique!

En l'espace de 44 ans, le Festival de musique d'Istanbul est devenu un événement culte pour les amateurs de la musique classique. Organisé par IKSVM, le Festival de musique est aujourd'hui une plate-forme commune pour la musique locale et universelle, ancienne et moderne. Cette année, les fameux vers de Shakespeare "Si la musique est la pâte de l'amour, jouez encore!" précise le programme ambitieux du festival, qui vise à réunir la musique classique et les stambouliotes.

Entre le 1er et le 24 juin, le festival offre au moins un concert par jour. Mais comment choisir parmi cette multitude d'offre? Tout d'abord, vous devez, bien entendu, parcourir la brochure du festival pour trouver les meilleurs concerts pour vous. Mais il y a aussi certains concerts qu'il ne faut absolument pas rater. En premier lieu, les *Weekend Classics*: trois concerts accessibles gratuitement, dans trois jolis parcs d'Istanbul. N'oubliez pas de confirmer votre réservation par courriel, pour éviter la non-disponibilité.

Annoncé par la directrice du Festival de musique Yeşim Gürer Oymak pendant la conférence de presse, le nouvel événement du festival *Music Route* est une opportunité incroyable pour les amateurs de musique classique qui aiment explorer la ville à pied. Le samedi 4 juin, le festival offre à ses fidèles un jour plein de musique et d'histoire à travers cinq églises de Beyoğlu, qui seront

tous utilisées comme des salles de concert pour la première fois, à l'honneur du festival.

La grande virtuose İdil Biret est sans souci une des stars de la 44ème édition du festival. La pianiste qui est surtout connue pour ses interprétations du répertoire Romantique, donnera 3 concerts pendant le mois de juin, pour fêter son 75ème anniversaire avec un marathon de piano. Les salles de concerts choisies pour ce marathon sont tout aussi impressionnantes: l'Albert Long Hall de l'Université de Boğaziçi, l'Opéra Süreyya à Kadıköy et la salle du Musée d'Aya İrini qui se trouve dans le Palais de Topkapı.

Chaque année, IKSVM attribue le Prix pour l'ensemble d'une carrière à un musicien pendant le mois du festival de musique. Cette année, le Prix sera décerné au pianiste et chef d'orchestre Murray Perahia.

A l'âge de 69 ans, le pianiste américain a déjà gagné des grands prix comme Grammys et Gramophone Awards. En 1992, le musicien qui était dans l'obligation de cesser de jouer à cause d'une coupure au pouce, a été opéré plusieurs fois de sa main. Malgré la réapparition occasionnelle de problèmes de santé, Perahia a réussi à se faire un nom dans



le monde entier. Le Prix du festival sera présenté à l'artiste après son concert avec un des orchestres les plus estimés dans le monde, celui de l'Academy of St. Martin in the Fieds.

Le Palais de France n'hésite pas à ouvrir son jardin aux festivaliers. La soirée du 22 juin sera consacrée à un concert spécial où les amoureux d'Edith Piaf pourront se rendre. Le grand accordéoniste de l'ère moderne Richard Galliano et le guitariste jazz Sylvain Luc réuniront leurs talents pour rendre hommage à la voix iconique de la France. Décédée au jeune âge de 47 ans, Piaf est devenue certainement une légende avec ses chansons inoubliables comme *La Vie en Rose*, *Non* et *Je ne regrette rien*. Le concert promet de réveiller la fraîcheur de son répertoire dans l'atmosphère adorable du jardin de Palais de France, à Beyoğlu.

Si vous êtes intéressé par ce festival qui sera vraisemblablement très bon, n'oubliez pas de jeter un coup d'œil au programme complet du site Web d'IKSVM.

* Sirma Parman

